



GREEN  
CLIMATE  
FUND



# Évaluation des besoins en renforcement de capacités en Adaptation aux Changements Climatiques des institutions d'enseignement supérieur

Reference GP600888 Lot 1

Projet : Améliorer la planification et la budgétisation à moyen et long-terme au Niger  
PNUD Niger

***Livrable 3 : Rapport identifiant les besoins en renforcement de capacités des instituts  
de formation clés en charge du changement climatique, de sa planification et de sa  
budgétisation***

Version finale : 26 août 2021



## Contact



**Damien KUHN**

**Directeur des opérations internationales**

Tel : +33 6 66 53 45 24

Email : <mailto:damien.kuhn@kinome.fr>

Campus du Jardin Tropical 45 bis avenue de la Belle  
Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne cedex, France

[www.kinome.fr](http://www.kinome.fr)



**Olivier Bouyer**

**Fondateur et Président**

Tel : +33 6 66 49 95 31

Email : [o.bouyer@salvaterra.fr](mailto:o.bouyer@salvaterra.fr)

6 rue de Panama 75018 Paris, France

[www.salvaterra.fr](http://www.salvaterra.fr)

## Sommaire

Table des figures	4
Table des tableaux	4
Liste des abréviations	5
Résumé exécutif	7
Introduction	9
Partie 1. Cadre de l'ACC en Niger	11
1.1 Cadre institutionnel	13
1.2 Le rôle des institutions de formation dans l'ACC	15
1.3 Les instituts de formation pouvant être acteurs de l'ACC au Niger	17
Partie 2. Outils et méthodologie d'évaluation	20
2.1 Cadre d'analyse général : identification de facteurs de réussite clé	20
2.2 QCM : Evaluation des connaissances individuelles	22
2.3 Atelier SNAP : Evaluation participative des compétences	23
Partie 3. Résultats de l'évaluation	24
3.1 Evaluation des connaissances individuelles (QCM)	24
3.2 Evaluation participative des capacités et compétences institutionnelles	31
3.3 Synthèse de l'évaluation des capacités et compétences	34
Partie 4. Niveau de capacités souhaité et plan d'action	37
4.1 Plan d'action pour l'atteinte du niveau de capacités et compétences souhaité	37
4.2 Analyse des cursus de formation et recommandations pour le développement de programmes de formation	41
Conclusion	43
Références	45
Annexe 1 : QCM	46
Annexe 2 : Agenda de l'atelier SNAP du 5 mai 2021	52
Annexe 3 : Questionnaire d'évaluation des capacités et compétences pour l'ACC	53
Annexe 4 : Liste des participants à l'atelier SNAP	55

## Table des figures

Figure 1 : Principales zones d'utilisation de terres au Niger (FEWS-NET 2011).....	12
Figure 2 : Répartition par type d'acteurs des réponses obtenues au QCM (auteurs, 2021). ....	23
Figure 3 : Résultats obtenus au QCM par catégorie d'analyse (auteurs 2021). ....	25
Figure 4 : Résultats du QCM, niveau d'information sur le CC (auteurs, 2021). ....	27
Figure 5 : Résultats du QCM, cadre juridique et institutionnel (auteurs, 2021).....	27
Figure 6 : Résultats du QCM, analyse des risques et vulnérabilités (auteurs, 2021).....	28
Figure 7 : Résultats du QCM, planification de l'adaptation (auteurs, 2021). ....	29
Figure 8 : Résultats du QCM, identification des options d'adaptation (auteurs, 2021). ....	29
Figure 9 : Résultats du QCM, financement de l'adaptation (auteurs, 2021). ....	30
Figure 10 : Résultats du QCM, S&E de l'adaptation (auteurs, 2021). ....	31
Figure 11 : Niveau actuel des capacités et compétences des acteurs de l'ACC (auteurs, 2021).....	32
Figure 12 : Niveaux actuel et souhaité en termes de capacités et compétences des acteurs (auteurs, 2021). ....	37

## Table des tableaux

Tableau 1 : Intégration de l'ACC dans le cursus et principaux besoins exprimés.....	16
Tableau 2 : Facteurs de réussites et questions d'évaluation des besoins en renforcement des capacités (auteurs 2021).....	21
Tableau 4 : Score général obtenu au QCM dévaluation des connaissances, par catégorie d'acteurs (auteurs 2021).....	25
Tableau 5 : Synthèse de l'évaluation des compétences et capacités (auteurs, 2021). ....	35
Tableau 6 : Plan d'actions pour l'atteinte du niveau souhaitable des capacités et compétences (auteurs, 2021).....	38

## Liste des abréviations

<b>ABC</b>	Adaptation à base communautaire
<b>ACC</b>	Adaptation au changement climatique
<b>ACMAD</b>	Centre africain pour les applications de la météorologie au développement
<b>AFOLU</b>	Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres
<b>Agrhymet</b>	Centre régional de formation et d'application en agrométéorologie et hydrologie opérationnelle
<b>AIC</b>	Agriculture intelligente face au climat
<b>ANFICT</b>	Agence Nationale pour le Financement des Collectivités Territoriales
<b>BAGRI</b>	Banque Agricole du Niger
<b>CC</b>	Changement climatique
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques
<b>CDN</b>	Contribution déterminée au niveau national
<b>CILSS</b>	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
<b>CNEDD</b>	Conseil national de l'environnement pour un développement durable
<b>CNI</b>	Communication nationale initiale
<b>COP</b>	Conférence des parties
<b>CPDN</b>	Contribution prévue déterminée au niveau national
<b>CRA</b>	Chambre régionale d'agriculture
<b>CS-GDT</b>	Cadre stratégique de la gestion durable des terres
<b>CTD</b>	Collectivité territoriale décentralisée
<b>CTNCVC</b>	Commission technique nationale sur les changements et variabilité climatiques
<b>DMN</b>	Direction de la Météorologie Nationale
<b>EEDD</b>	Évaluation environnementale et développement durable
<b>ENA</b>	École Nationale d'Administration
<b>ESCAE</b>	École Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises
<b>ETP</b>	Évapotranspiration potentielle
<b>FAST</b>	Faculté des Sciences et Techniques
<b>FSA</b>	Faculté de sciences agronomiques
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial
<b>FVC</b>	Fonds Vert pour le Climat
<b>GCF</b>	Green Climate Fund
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>GDT</b>	Gestion durable des terres
<b>GIZ</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
<b>HCI3N</b>	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »
<b>IDH</b>	Indice de développement humain
<b>IFR</b>	Instituts de formation et de recherche
<b>IS2E</b>	Institut supérieur en environnement et écologie
<b>MA/EL</b>	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
<b>MEO</b>	Mise en œuvre
<b>MESUDD</b>	Ministère de l'environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable
<b>MF</b>	Ministère des Finances
<b>MHA</b>	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
<b>MP</b>	Ministère du Plan
<b>MSP</b>	Ministère de la Santé Publique
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>PAC/RC</b>	Projet d'actions communautaires pour la résilience climatique
<b>PANA</b>	Programme d'action national pour l'adaptation
<b>PARC-DAD</b>	Projet d'appui à la résilience climatique pour un développement agricole durable
<b>PASEC</b>	Projet d'appui à la gestion de l'agriculture sensible aux risques climatiques
<b>PDC</b>	Plan de développement communal
<b>PDES</b>	Plan de développement économique et social
<b>PDIPC</b>	Projet de développement d'informations pour la prospective climatique

*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de  
l'Adaptation aux Changements Climatiques*

<b>PFAN</b>	Projet de planification et financement de l'adaptation au Niger
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PIMELAN</b>	Projet intégré de modernisation de l'élevage et de l'agriculture au Niger
<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>PNA</b>	Plan National d'Adaptation
<b>PNCC</b>	Politique nationale en matière de changement climatique
<b>PNEDD</b>	Plan national de l'environnement pour un développement durable
<b>PNUD</b>	Programme des Nations-Unies pour le développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations-Unies pour l'environnement
<b>PSRC</b>	Programme Stratégique de résilience climatique
<b>PTF</b>	Partenaires techniques et financiers
<b>QCM</b>	Questionnaire à choix multiples
<b>RECA</b>	Réseau des chambres d'agriculture
<b>SCN</b>	Seconde communication nationale
<b>S&amp;E</b>	Suivi et évaluation
<b>SE-CNEDD</b>	Secrétariat exécutif du CNEDD
<b>SNAP</b>	<i>Stocktaking for National Adaptation Planning</i>
<b>SNCA</b>	Système National de Conseil Agricole
<b>SNPA/ANCR</b>	Stratégie nationale et plan d'action pour la gestion de l'environnement mondial
<b>SNPA-CVC</b>	Stratégie nationale et le plan d'action en matière de changements et variabilité climatiques
<b>TCN</b>	Troisième communication nationale
<b>UAM</b>	Université Abdou Moumouni
<b>UDA</b>	Université de Diffa
<b>UMR</b>	Unité mixte de recherche
<b>UNITAR</b>	Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche
<b>WASCAL</b>	Centre de service scientifique ouest-africain sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres

## Résumé exécutif

Les sécheresses récurrentes, les précipitations irrégulières, l'augmentation du risque d'inondations, les violentes tempêtes de sable, les invasions destructrices de sauterelles... sont des effets du changement climatique déjà ressentis par la population nigérienne.

Dans ce contexte de forte vulnérabilité, le Niger s'est engagé pour répondre aux enjeux de changement climatique à travers la ratification des accords environnementaux mais aussi à travers des politiques, plans, stratégies et programmes notamment la politique en matière de changements climatiques, le programme d'Action national d'Adaptation et la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN), soumise en 2015. Le Niger y décrit les objectifs à long terme qui sous-tendent les efforts d'adaptation au changement climatique dans deux secteurs prioritaires : Agriculture, Forestry and Other Land Uses (AFOLU) et énergie (transport, résidentiel et industries énergétiques). Les autres domaines importants pour le pays sont ceux relatifs au transfert de technologies et au renforcement des capacités.

En mai 2014, le Niger lance la préparation de son Plan National d'Adaptation (PNA) avec le soutien du Programme d'appui mondial au PNA du PNUD et du PNUE. Le PNA vise à réduire la vulnérabilité du pays face au changement climatique en renforçant les capacités d'adaptation et la résilience dans plusieurs secteurs prioritaires : agriculture, élevage, foresterie, ressources en eau, faune, pêche, santé, zones humides. Il favorise également l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les politiques et les programmes, en particulier dans la nouvelle stratégie de planification du développement et les processus des secteurs concernés. Bien que le processus du PNA soit une occasion adéquate pour répondre à la menace des risques climatiques, il y a encore un manque d'expertise et une capacité institutionnelle et financière insuffisante pour le mettre pleinement en œuvre. De plus, outre les institutions, les établissements d'enseignement supérieur sont également considérés comme stratégiques au niveau national pour permettre une meilleure intégration de l'ACC car ils forment les futurs acteurs de la planification et de la budgétisation de l'adaptation au changement climatique.

Le projet financé par le Fonds Vert pour le Climat (FVC) « Faire progresser la Planification et la Budgétisation de l'Adaptation à moyen et long-termes au Niger »<sup>1</sup> vise à combler les principales lacunes et à renforcer les capacités nationales des institutions mais aussi les capacités des établissements d'enseignement supérieur. C'est donc dans le but d'améliorer les compétences des institutions et des établissements d'enseignement supérieur en matière de changement climatique au Niger que le PNUD a retenu le consortium Kinomé - SalvaTerra pour (i) conduire l'évaluation des besoins en renforcement de capacités et compétences des institutions nationales et OSC impliquées dans l'Adaptation au Changement Climatique et (ii) mettre en œuvre un programme de formation pour les structures concernées.

Dans un premier temps, les compétences individuelles ont été évaluées par le biais d'un Questionnaire à Choix Multiples (QCM) directement soumis aux personnels des instituts d'enseignement supérieurs ciblés (ENA, ESCAE, FAST, Université de Diffa, ESIMAD, ISS, IRD...). Ensuite, la collecte de données pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités a combiné une méthodologie développée par la GIZ, l'outil SNAP, avec une méthodologie d'évaluation des besoins en renforcement des capacités

---

<sup>1</sup> Readiness Proposal: Advancing medium and long-term adaptation planning and budgeting in Niger, 2017 - Green Climate Fund - <https://www.greenclimate.fund/document/adaptation-planning-support-niger-through-undp>

développée par l'UNITAR. Un atelier suivant une approche participative, transparente et sensible au genre a été organisé le 5 mai à Niamey.

Les deux outils cités précédemment (QCM, SNAP/UNITAR) ont permis d'évaluer les capacités et compétences actuelles et souhaitées des établissements d'enseignement supérieurs formant des cadres pouvant être impliqués dans l'Adaptation au Changement Climatique (ACC). L'évaluation révèle un niveau de compétences individuelles – des recteurs et professeurs – hétérogène entre les instituts de formation et de recherche (IFR) consultés. Parmi les IFR, la FAST se distingue, avec un score moyen de 66%, suivie par l'UDA, avec un score de 61%. L'ENA montre les résultats les plus fragiles, avec un score de seulement 46%.

En termes de compétences institutionnelles et organisationnelles, une certaine hétérogénéité a également été observée entre IFR plus avancés sur les questions de CC et d'ACC (Agrhymet, programme doctoral WASCAL de la FAST, etc.) et IFR « débutantes » sur ce sujet (ENA, ESCAE, IFR centrées sur les questions de santé, etc.). En synthèse, le niveau de capacités des IFR a été évalué faible au cours de cet atelier sur l'ensemble des facteurs de réussite.

À la suite de cet atelier, il a été décidé, en concertation avec le PNUD, de se concentrer uniquement sur l'ENA, l'ESCAE, l'Université de Diffa et la FAST pour le développement des programmes de formation. Le choix de ces IFR permet d'avoir une représentativité assez large : administration publique (ENA), secteur privé (ESCAE), jeune université ayant besoin de soutien pour orienter son cursus de formation vers l'adaptation au changement climatique (Université de Diffa), université avancée sur les questions de CC et d'ACC (FAST). Les raisons de ce choix sont détaillées plus amplement dans la suite du rapport.

L'ensemble de ces acteurs affiche un niveau d'ambition élevé en termes de renforcement des capacités et de compétences, et désire acquérir le meilleur niveau possible.

Pour y parvenir, les besoins en formation prioritaires ont été identifiés pour le renforcement des capacités et compétences :

- L'ENA n'a pas encore développé de modules dédiés au CC, malgré l'existence d'un département « Aménagement du territoire » qui pourrait s'emparer du sujet. L'école souhaite fortement bénéficier d'une assistance pour insérer l'ACC dans la formation de ses étudiants. Des modules sur les CC et l'ACC seront donc intégrés dans le curriculum de formation aux différents niveaux. Il en sera de même pour l'Université de Diffa.
- La FAST de l'UAM a déjà une expertise avérée sur le CC et l'ACC mais souhaite renforcer ses capacités sur des thèmes non scientifiques, comme la planification, le financement et le S&E de l'ACC. Des modules et des travaux pratiques sur les financements climat et la rédaction de projet bancaires seront intégrés au programme de formation de la FAST.
- L'ESCAE n'a encore jamais abordé le CC et l'ACC. Des modules basiques tels que « Qu'est-ce que le changement climatique ? » et « Pourquoi les entreprises sont concernées par le changement climatique ? » seront proposés.

L'intégration de la dimension de genre et l'inclusion des groupes vulnérables devra être une préoccupation transversale dans tous les modules de formation.

Sur la base de ces besoins en formation prioritaires exprimés par les acteurs, un programme de formation sera développé et mis en œuvre en novembre 2021. Ce programme permettra aux établissements d'enseignement supérieur d'intégrer le CC et l'ACC dans leurs curricula.



## Introduction

Cette étude s'insère dans le résultat 1.3 « Remédier aux lacunes et aux faiblesses en matière de capacité à entreprendre le processus du Plan National d'Adaptation (PNA) » du cadre logique du projet « Faire progresser la Planification et la Budgétisation de l'Adaptation à moyen et long terme au Niger »<sup>2</sup> financé par le Fonds vert pour le Climat (FVC).

L'objectif de ce projet est de combler les principales lacunes et de renforcer les capacités nationales en matière de Changement climatique (CC) à tous les niveaux de planification et de budgétisation. Dans ce contexte, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) a retenu le consortium Kinomé - SalvaTerra pour l'exécution des tâches suivantes :

- Identifier les besoins en renforcement de capacités des institutions clés en charge du CC, de la planification et de la budgétisation ;
- Proposer des programmes de renforcement de capacités à destination des institutions clés en charge du changement climatique, de la planification et de la budgétisation ;
- Evaluer les besoins en renforcement de capacités des établissements d'enseignement supérieur pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation sur l'intégration de l'Adaptation au changement climatique (ACC) dans la planification et la budgétisation ;
- Renforcer les capacités des établissements d'enseignement supérieur pour l'élaboration de programmes de formation axés sur l'intégration de l'adaptation dans les politiques ;
- Soutenir les institutions de formation afin qu'elles actualisent leurs programmes en y ajoutant des sessions régulières sur l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les politiques pour les fonctionnaires et les étudiants inscrits à la formation continue.

Ce rapport rend compte des résultats de l'évaluation des capacités des établissements d'enseignement supérieur considérés comme stratégiques au niveau national pour une meilleure intégration de l'ACC. Ces institutions, sélectionnées en concertation avec le PNUD sur la base d'une cartographie d'acteurs réalisée lors de la phase de cadrage de cet appui, sont :

- L'École Nationale d'Administration (ENA)
- L'École Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises (ESCAE)
- La Faculté des Sciences et Techniques (FAST) de l'Université Abdou Moumouni (UAM)
- L'Université de Diffa (UDA)

La structure de ce document reprend le même principe que le rapport d'évaluation des capacités et compétences des ministères, institutions de l'administration publique, et Organisations de la société civile (OSC) pour l'intégration de l'ACC au niveau national (Kinomé et SalvaTerra, 2021<sup>3</sup>), avec une structure en quatre sections principales :

- Une première partie, descriptive, rappelle les enjeux et le cadre institutionnel de l'ACC au Niger, en précisant les rôles des principaux établissements d'enseignement supérieur,

---

<sup>2</sup> Green Climate Fund 2017. Readiness Proposal: Advancing medium and long-term adaptation planning and budgeting in Niger (en ligne). <https://www.greenclimate.fund/document/adaptation-planning-support-niger-through-undp>

<sup>3</sup> Kinomé et SalvaTerra 2021. Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques. Livrable 2 : Rapport identifiant les besoins en renforcement de capacités des institutions clés en charge du changement climatique, de sa planification et de sa budgétisation. 56 p.

*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de  
l'Adaptation aux Changements Climatiques*

- Une seconde partie présente la méthodologie et les outils utilisés pour l'évaluation des compétences individuelles, institutionnelles et organisationnelles de ces acteurs,
- Une troisième partie présente les résultats obtenus par l'application de chacun de ces outils méthodologiques, ainsi qu'une synthèse générale de l'évaluation,
- Une quatrième partie présente le niveau de compétences souhaité par les parties prenantes, ainsi qu'une proposition de plan d'action pour y parvenir.

Enfin, le rapport présente en conclusion une récapitulation des éléments les plus pertinents de l'analyse, en se focalisant sur les besoins en formation identifiés.

## Partie 1. Cadre de l'ACC en Niger

Le Niger est un pays sahélien situé dans la partie orientale de l'Afrique de l'Ouest. Son territoire s'étend sur une superficie de 1 267 000 km<sup>2</sup>, couvert de savane, parsemée d'arbres dans sa partie sud et de buissons dans sa partie nord. C'est un pays enclavé : 700 kilomètres séparent la frontière sud du pays de la mer la plus proche (Golfe de Guinée).

Selon les données du recensement général de la population, le Niger comptait en 2012 une population de plus de 17,1 millions d'habitants, pour une croissance démographique évaluée entre 2001 et 2012 à 3,9%<sup>4</sup>. La Banque Mondiale estime qu'aujourd'hui la population est de 22 millions d'habitants et le taux annuel moyen de croissance démographique de 3,8%, soit l'un des plus élevés au monde.<sup>5</sup>), les projections des Nations Unies indiquent que la population nigérienne atteindra les 30 millions en 2030 et les 70 millions d'ici 2050.<sup>6</sup> Cette croissance intervient dans un contexte de développement difficile : avec un Indice de développement humain (IDH) très faible (0,394), le pays se place au dernier rang des 189 pays et territoires évalués en 2020<sup>7</sup>. Le Niger est ainsi classé dans le groupe des Pays les moins avancés (PMA).

L'économie du pays est principalement basée sur l'agriculture et l'élevage : près de 84% de la population dépend des ressources naturelles pour sa subsistance et le secteur rural (agriculture, élevage, forêts et pêche) représente 44% du Produit Intérieur brut (PIB) et emploie 90% de la population active.

En majorité traditionnelle, l'activité agricole et l'élevage dépendent des précipitations saisonnières, sans un contexte climatique généralement défavorable : le climat actuel du Niger est généralement aride, avec une grande partie Nord situé en zone Saharienne avec des précipitations moyennes de 10 mm annuels et une frange Sahélienne à Soudano-sahélienne au Sud dont les précipitations moyennes ne dépassent pas les 800 mm annuels. Le pays ne connaît qu'une seule saison des pluies, qui s'étend de mai à octobre. Les températures annuelles moyennes sont comprises entre 23 °C et 30 °C, avec des valeurs plus élevées dans le sud du pays.

Ainsi, les superficies disponibles pour la production végétale sont concentrées dans le Sud du pays et ne représentent que 12 % de la surface totale. Elles sont bordées au Nord d'une étendue de terres d'une taille approximativement équivalente dans laquelle l'élevage se pratique, principalement de manière nomade (Figure 1). Les sols sont généralement pauvres et très sensibles à l'érosion hydrique et éolienne dans ces deux zones, ce qui se traduit par un processus de dégradation et de perte de fertilité intense.

Le Niger dispose d'importantes ressources en eau souterraines : les écoulements en nappe sont estimés à 2,5 milliards de m<sup>3</sup> par an dont moins de 20 % sont exploitées. Les ressources en eau souterraines non renouvelables sont estimées à plus de 2 000 milliards de m<sup>3</sup>, quasiment inexploitées en agriculture. Ces ressources non renouvelables commencent à être mises à profit par l'exploitation

---

<sup>4</sup> Ministère de l'Économie et des Finances 2015. Recensement général de la population et de l'habitat 2012. Conseil national de la statistique, Institut national de la Statistique, Niamey, Niger. 88 p.

<sup>5</sup> Banque Mondiale 2019. Données ouvertes de la Banque Mondiale | Croissance la population (% annuel), Niger (en ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW>

<sup>6</sup> Razafimandimby, L. & V. Swaroop 2020. Le Niger peut-il échapper au piège démographique ? Banque Mondiale Blogs (en ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://blogs.worldbank.org/fr/africacan/le-niger-peut-il-echapper-au-piege-demographique>

<sup>7</sup> PNUD 2020. *Rapport sur le Développement humain 2020*. Programme des Nations Unies pour le développement, New York, USA. 4 Op.

minière et pétrolière. Les ressources en eau de surface, de leur côté sont évaluées à environ 30 milliards de m<sup>3</sup> par an dont moins de 1 % est exploité.<sup>8</sup>

De fortes inquiétudes pèsent sur leur durabilité. Les deux principales sources d'eau du pays, le fleuve Niger et le lac Tchad sont soumises à de fortes pressions anthropiques (prélèvements à des fins agricoles, barrages hydroélectriques) et aux effets déjà perceptibles du CC (sécheresses prolongées), dont les effets combinés ont provoqué de fortes pénuries affectant les modes de vies de millions de personnes.<sup>9,10</sup>

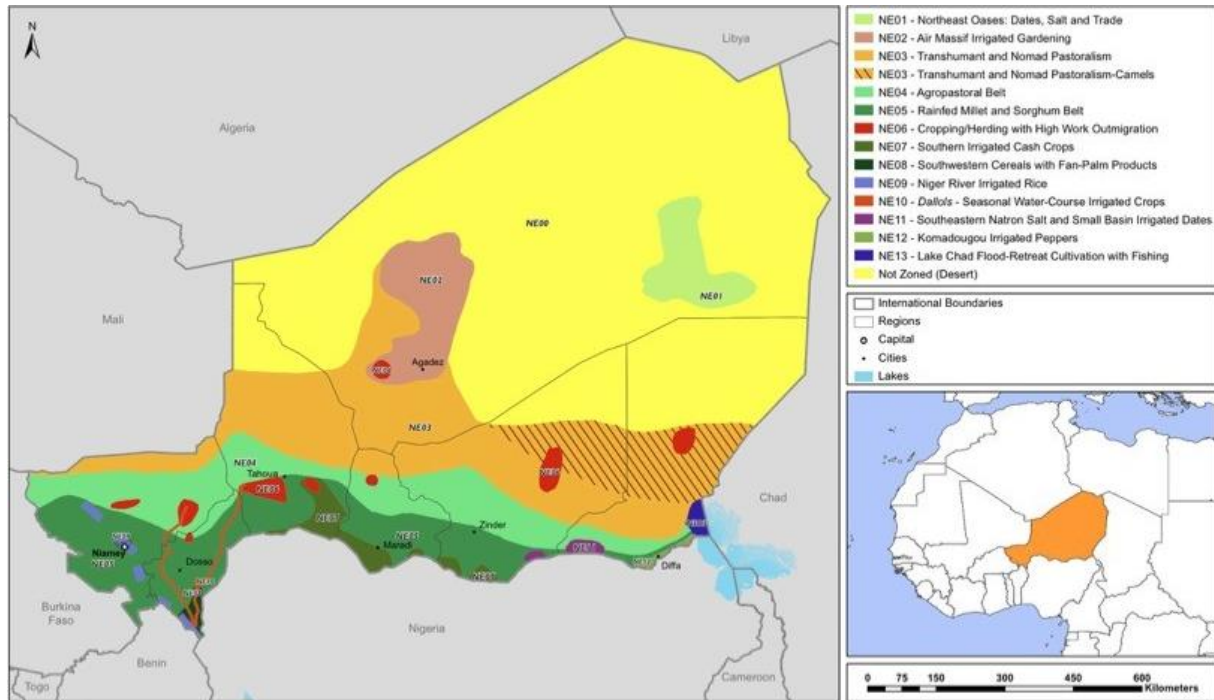


Figure 1 : Principales zones d'utilisation de terres au Niger (FEWS-NET 2011)<sup>11</sup>.

Les effets futurs du CC au Niger dépendent des scénarios d'émissions de Gaz à effet de serre (GES) considérés. Les principales conclusions des projections actuellement disponibles à long-terme (horizon 2080)<sup>12</sup> indiquent :

- Une hausse de la température moyenne de l'air entre 2,0 et 4,6 °C, ce qui se traduirait par près de 300 journées très chaudes (température maximale supérieure à 35 °C) par an ;
- Une hausse probable des précipitations annuelles, relativement réduite (moins de 29 mm), et une augmentation de la fréquence des épisodes de fortes précipitations (autour de 9 jours par an en moyenne) ;

<sup>8</sup> Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement 2017. Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau, PANGIRE Niger, Adopté par Décret n°2017/356/PRN/MHA du 09 mai 2017. Niamey, Niger, 158 p.

<sup>9</sup> Goulden, M. & R. Few 2011. *Climate Change, water, and conflict in the Niger river basin*. International Alert and University of East Anglia, Norwich, UK. 70 p.

<sup>10</sup> Pham-Duc, B., F. Sylvestre, F. Papa, F. Frappart, C. Bouchez, & J. F. Crétaux 2020. The Lake Chad Hydrology Under Current Climate Change. *Scientific Reports*, vol. 10, no. 5498.

<sup>11</sup> FEWS-NET 2011. *Livelihoods Zones | Niger*. FEWS-NET Data Center. Famine Early Warning System Network (e ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://fewsn.net/fr/file/nelivelihoods2011-copy.jpg>

<sup>12</sup> Gornott, C., J. Tomalka, S. Lange, & F. Rörig 2021. *Profil de risque climatique : Niger*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bonn, Deutschland. 12 p.

- Une Évapotranspiration potentielle (ETP) augmentée, pouvant atteindre 2,45 fois sa valeur actuelle d'ici 2080 dans le pire scénario.

Compte tenu du contexte socio-économique Nigérien, les impacts de ces changements sont potentiellement considérables. On peut en particulier distinguer les éléments suivants :

- Une réduction drastique de 85% de la disponibilité de l'eau par habitant (principalement expliquée par l'augmentation démographique projetée sur la base des tendances historiques, comme présenté dans les scénarios d'évolutions socio-économiques SSP2). Combinée à l'irrégularité interannuelle des précipitations (sécheresses récurrentes), cette évolution remettrait en cause la pérennité des systèmes agricoles et pastoraux existants, et pourrait devenir un facteur de conflit majeur ;
- Des effets incertains sur les rendements agricoles, avec un possible effet de fertilisation par le CO<sub>2</sub> de certaines plantes cultivées à métabolisme C4 (millet, sorgho, niébé et arachide), mais une exposition accrue au risque de sécheresse et d'inondation ;
- Une perturbation des écosystèmes, caractérisée par un risque de transformation des zones humides, une réduction de la biodiversité et des écosystèmes forestiers dans le Sud, partiellement compensée par une augmentation dans la zone centrale du pays. L'intégration des facteurs anthropiques à ces dynamiques pourrait cependant les transformer drastiquement et se traduire par une perte sèche dans l'ensemble du territoire, principalement du fait de la dégradation des terres ;
- Une augmentation des risques de malnutrition et de faim, ainsi que de la mortalité liée à la chaleur, probablement combinée à un risque accru de méningite et, potentiellement de paludisme dans certaines zones ;
- Des impacts probables sur les infrastructures de transport et sur les lieux d'implantation humaine, résultant principalement des événements météorologiques extrêmes.

### 1.1 Cadre institutionnel

Le gouvernement nigérien a signé en 1992 et ratifié en 1995 la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Pour faciliter sa mise en œuvre ainsi que celle d'autres accords environnementaux multilatéraux, le Niger a mis en place le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) en 1996, dont l'une des missions principales est l'élaboration du Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable (PNEDD).

Dès sa création, le CNEDD s'est doté d'un Secrétariat exécutif (SE-CNEDD) qui l'appuie dans l'exécution de ses missions et qui comprend plusieurs commissions techniques. En particulier, la Commission Technique Nationale sur les Changements et Variabilité Climatiques (CTNCVC) est composée des institutions de l'Etat, de la société civile et du secteur privé.

Le CNEDD a ainsi pu développer les documents stratégiques cadres de l'actions climatique du pays notamment :

- Le PNEDD en 2000 ;
- La Communication Nationale Initiale (CNI) sur les CC en 2000 ;
- La Stratégie Nationale et le Plan d'Action en matière de Changements et Variabilité Climatiques (SNPA-CVC) en 2003 ;
- Le Programme d'Action National pour l'Adaptation aux CC (PANA) en 2006 ;
- La Stratégie Nationale et Plan d'Action pour la gestion de l'environnement mondial (SNPA/ANCR) en 2007 ;
- La Seconde Communication Nationale (SCN) sur les CC en 2009, et
- La Troisième Communication Nationale (TCN) sur les CC en 2016.

En 2010 le Niger a décidé de mettre en œuvre à travers le Ministère du Plan, le « Programme Stratégique de résilience climatique » (PSRC) composé de 4 Projets :

- Projet d'appui à la résilience climatique pour un développement agricole durable (PARC-DAD) ;
- Projet de Mobilisation et valorisation des ressources en Eau ;
- Projet de Développement de l'Information et Prospective Climatique ;
- Projet de Mobilisation du Secteur Privé (petite irrigation).

Au-delà du CNEDD, de nombreuses autres institutions gouvernementales assument des responsabilités effectives dans la lutte contre les CC à l'échelle nationale. On peut notamment citer :

- Le ministère en charge de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MESUDD)
- Le ministère du Plan (MP), point focal opérationnel du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et tutelle du PSRC
- Le ministère du Transport, qui porte la tutelle de la Direction de la météorologie nationale (DMN). Ce Ministère dispose de son Document de Référence intitulé : Stratégie Nationale des Transports 2016-2025 et son Rapport Annexe élaboré en 2017.
- Le ministère de l'Élevage qui dispose de son Document d'Orientation SDEL 2013-2035 révisé en 2015 appuyé par un Document Cadre d'insertion de la Dimension CC adopté en 2017.
- Le processus de préparation du PNA du Niger a démarré en mai 2014 avec le soutien du Programme d'appui mondial au PNA du PNUD et du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUÉ).

Le PNA vise à réduire la vulnérabilité du pays face au changement climatique en renforçant les capacités d'adaptation et la résilience dans plusieurs secteurs prioritaires : agriculture, élevage, foresterie, ressources en eau, faune, pêche, santé, zones humides. Il favorise également l'intégration de l'ACC dans les politiques et les programmes nationaux, en particulier, dans la nouvelle stratégie de planification du développement et dans les processus des secteurs concernés.

Bien que le processus du PNA soit une occasion adéquate de répondre à la menace des risques climatiques, il y a encore un manque d'expertise et une capacité institutionnelle et financière insuffisante pour le mettre pleinement en œuvre.

En préparation de la 21<sup>ème</sup> Conférence des parties (COP 21), le Niger a par ailleurs publié sa Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN) en 2015. Cette CPDN a obtenu le statut de Contribution Déterminée au niveau National (CDN) à la suite de la ratification de l'Accord de Paris par le pays en 2016. La CDN est en cours de révision actuellement (phase finale).

Les domaines d'intervention de la CDN sont : (i) l'Agriculture, la foresterie et autres utilisations des terres (AFOLU) ; (ii) l'énergie ; (iii) les énergies renouvelables ; (iv) l'efficacité énergétique ; (v) l'adaptation au changement climatique ; vi Le Transport/ Équipement. Ses objectifs sont intégrés dans les cadres, stratégies et plans nationaux existants, en particulier le PNEDD et la SNPA-CVC, révisée en 2014, ainsi que la Politique nationale en matière de changement climatique (PNCC).

Les objectifs d'adaptation qui y sont définis sont : (i) assurer la sécurité alimentaire ; (ii) lutter contre la pauvreté ; (iii) promouvoir la gestion rationnelle des ressources naturelles ; (iv) améliorer la résilience des populations et des écosystèmes. Le MESUDD en est le point focal.

Dans la CDN, le secteur AFOLU apparaît comme premier secteur prioritaire pour l'ACC, en particulier à travers l'amélioration de la résilience des sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la foresterie. Pour y parvenir, les techniques d'adaptation appropriées pour le Niger portent notamment



sur l'application de l'ensemble des techniques issues du Cadre Stratégique de la Gestion Durable des Terres (CS-GDT) sur la période 2015-2030.

Actuellement, la CDN est en cours de révision. Sa nouvelle formulation visera également à aligner les mesures d'adaptation sur les autres processus d'adaptation en cours dans le pays, tels que le PNA, dont le présent travail entre dans le cadre de son processus de formulation.

Les secteurs considérés comme prioritaires sont ceux qui apparaissent dans la TCN : agriculture, élevage, foresterie et utilisation durable des terres, santé, et ressources en eau. Le secteur énergie, plus pertinent du point de vue de l'atténuation, est volontairement laissé de côté.

## **1.2 Le rôle des institutions de formation dans l'ACC**

L'atelier organisé le 5 mai 2021 a réuni 15 institutions de formation et de recherche (tableau 1) :

- ENA : Ecole Nationale d'Administration
- ESCAE : Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises
- UDA : Université de Diffa
- FAST / UAM : Faculté des sciences et techniques / Université Abdou Moumouni
- Faculté d'Agronomie
- ESIMAD : Ecole supérieure d'industrie de management de droit et de développement rural
- ISS : Institut Supérieur de Santé
- IRD : Institut de Recherche pour le Développement
- ISP : Institut de Santé Publique
- ENSP : Ecole Nationale de Santé Publique
- CET/ASNI : Complexe d'enseignement technique
- Département de géographie de l'université de Niamey
- INRAN : Institut National de la Recherche Agronomique au Niger
- ICRISAT : Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
- CRA : Centre régional Agrhymet

Parmi elles, il existe une forte hétérogénéité de la prise en compte de l'ACC dans leur cursus de formation. Pour plusieurs d'entre elles (par exemple, l'ISS, ENSP, ISP ou CET/ASNI), l'ACC n'est pas abordée dans le cursus de formation. Leur besoin exprimé est essentiellement d'introduire des cours de bases sur les changements climatiques :

- Les grands enjeux climatiques, les causes et conséquences des CC ;
- Les secteurs vulnérables, les enjeux d'adaptation dans les secteurs prioritaires ;
- La vulnérabilité différenciée et la nécessité d'intégration du genre dans l'adaptation

Pour d'autres institutions réunions (par exemple, FAST, Agrhymet), l'ACC est maîtrisée dans le corps professoral et intégrée dans le cursus. Certaines de ces institutions ont également des cursus de formation destinés aux acteurs de la sous-région. Leur besoin exprimé est donc plus spécifique et concerne essentiellement le montage de projet d'adaptation aux changements climatiques et la recherche de financement. Cela inclut également le calcul des coûts des impacts des CC, et des analyses coûts bénéfices des mesures d'adaptation.

Afin de recentrer l'apport de ce travail, et conformément aux TDR, le PNUD a souhaité se focaliser sur 4 institutions :

- L'ENA afin de former les cadres de l'administration publique, y compris de la décentralisation ;

*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de  
l'Adaptation aux Changements Climatiques*

- L'ESCAE afin de sensibiliser les futurs dirigeants des entreprises (enjeux de mobilisation du secteur privé dans l'ACC) ;
- L'Université de Diffa (UDA) afin de soutenir cette jeune institution de formation spécialisée sur les questions d'écologie et d'environnement ;
- La FAST afin de reconnaître et consolider son rôle majeur dans la formation à l'ACC au Niger et dans la sous-région.

**Tableau 1 : Intégration de l'ACC dans le cursus et principaux besoins exprimés**

Instituts de formation	Intégration de l'ACC dans le cursus et principaux besoins partagés lors de l'atelier
<b>Ecole Nationale d'Administration (ENA)</b>	<p>Les dix filières suivantes sont proposées : administration générale, douane et régie, fiscalité et domaines, finances publiques et trésor, justice (greffier), secrétariat bureautique, travail et sécurité sociale, comptabilité et gestion des entreprises, magistrature, diplomatie.</p> <p>L'ENA n'aborde pas l'ACC dans son cursus de formation. Une formation de base sur les changements climatiques sera nécessaire pour le cycle préparation, puis des formations plus spécifiques sur l'analyse de risque et de la vulnérabilité, l'intégration de l'ACC dans la planification et la budgétisation sera nécessaire pour le cycle de spécialisation.</p>
<b>Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises (ESCAE)</b>	<p>Cursus de formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o BAC+2 (BTS) : comptabilité et gestion des entreprises, gestion commerciale, transport logistique, gestion des ressources humaines, communication des entreprises ;</li> <li>o BAC+3 (licence professionnelle) : gestion et administration des entreprises, gestion des projets, gestion des ressources humaines, transport logistique, contrôle de gestion et audit interne, attaché administration scolaire et universitaire, marketing et communication ;</li> <li>o BAC+5 (master professionnel) : gestion et administration des entreprises, gestion des ressources humaines, gestion des projets, marketing management, direction financière/ contrôle de gestion et audit interne.</li> </ul> <p>L'ESCAE n'a pas de formation sur les changements climatiques et l'ACC, et le corps professoral (15 enseignants et nombreux vacataires) ne sont pas formés à ces « sujets nouveaux ». Les représentants de l'ESCAE ont exprimé le besoin de former le corps professoral aux notions de bases des changements climatiques et de l'adaptation (causes et conséquences des CC, risque et vulnérabilité).</p>
<b>Université de Diffa (UDA)</b>	<p>Université créée en 2014 avec la thématique « écologie et paix ». Elle se compose d'un Institut supérieur en environnement et écologie (IS2E), d'une Faculté de sciences agronomiques (FSA) et d'un Institut international pour la paix, la sécurité et le développement. Les enseignants (environ 15) sont jeunes, ils ont été recrutés en 2015, et ont besoin de développer leurs capacités sur l'adaptation aux changements climatiques. Les besoins exprimés sont donc à la fois les notions de bases (causes et conséquences des CC, risque et vulnérabilité) mais aussi les modules plus spécifiques (informations climatiques, analyse de vulnérabilité et analyse du risque, évaluation des coûts et bénéfices des options d'adaptation, planification de l'adaptation)</p>
<b>Faculté des sciences et techniques (FAST)</b>	<p>La FAST fait partie de l'Université Abdou Moumouni qui participe à la formation des cadres supérieurs et la recherche dans les domaines relatifs aux inventaires de GES, l'atténuation et l'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques dans les secteurs de l'eau, l'énergie, la foresterie, l'agriculture et de l'élevage. En matière de changements climatiques, l'UAM contribue au renforcement des capacités individuelles et institutionnelles, à la recherche et à l'observation systématique. Elle contribue également à la définition et la mise en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation aux effets néfastes des CC.</p> <p>Dans son cursus de formation : Une filière consacrée aux énergies, un master systèmes énergétiques durables pour société en développement et un master bio-géosciences et environnement.</p> <p>Besoin exprimé : le montage de projet climat et la recherche de financement climatique.</p>



## 1.3 Les instituts de formation pouvant être acteurs de l'ACC au Niger

### 1.3.1 ENA

L'ENA a été constitué par décret en 1963 à partir du Centre de formation administrative (lui-même créée en 1960). Devenue Établissement public à caractère administratif en 1970, elle est dotée d'une autonomie financière et de gestion, mais est rattachée à la tutelle du cabinet du premier ministre.

L'ENA assume des missions de formation initiale et continue, principalement à destination des personnels de l'Etat, des agents des collectivités publiques et du secteur parapublic (incluant donc les OSC).

L'ENA comprend les 5 directions suivantes :

- Direction de la Formation et Stages
- Direction du Perfectionnement et Recyclage
- Direction de la Recherche
- Centre de Formation en Gestion des Collectivités Territoriales
- Direction des Affaires Administratives et Financières

Les filières suivantes sont proposées, en formation continue dans trois niveaux :

1. Administration générale (administration centrale, gestion des collectivités territoriales)
2. Douane et régies
3. Fiscalité et domaines
4. Finances publiques et trésor
5. Travail et sécurité sociale
6. Section judiciaire (greffiers)
7. Secrétariat et bureautique
8. Gestion et comptabilité

Le niveau III, ouvert sur concours aux fonctionnaires de la catégorie A2 ou équivalent et aux titulaires d'une maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, intègre en outre les filières suivantes :

- Magistrature
- Formation à la profession d'avocat
- Gestion des collectivités territoriales

L'ENA est au Niger l'institution la plus directement reliée à la formation des cadres de l'administration publique. Elle revêt par conséquent une dimension stratégique dans la création des capacités en ACC chez les décideurs futurs et actuels. Les cadres Diplômés de cette prestigieuse Ecole occupent des postes de décision ou d'aide à la prise de décision au sein de l'Administration Centrale mais aussi dans l'Administration et la Gouvernance Régionale et Locale. En tant que Centre de Formation d'une grande partie de l'élite dirigeante du pays, l'ENA doit prendre en compte l'Adaptation au Changement Climatique dans ses programmes de formation à tous les niveaux. Cette école occupe par conséquent une dimension stratégique dans la création des capacités en ACC chez les décideurs futurs et actuels.

### 1.3.2 ESCAE

L'ESCAE est une école privée nigérienne fondée en 2003, orientée vers la formation des cadres et entrepreneurs du secteur privé. Basée à Niamey, elle est également présente en Côte d'Ivoire, au Mali, au Bénin et au Burkina Faso. L'offre de formation de l'ESCAE comprend un total de onze diplômes, dont six licences et cinq masters.

Les licences proposées par l'ESCAE sont :

- Sciences techniques comptables et financières
- Marketing communication
- Gestion des projets
- Gestion des ressources humaines
- Transport logistique
- Gestion et administration des entreprises

Et les masters proposés sont :

- Comptabilité, contrôle et audit
- Direction financière, contrôle de gestion et audit interne
- Gestion et administration des entreprises
- Gestion des projets
- Gestion des ressources humaines

L'ESCAE est très fortement orientée vers une mission de renforcement du secteur entrepreneurial et de modernisation de l'économie à travers des outils et formations « adaptées à notre environnement et permettant de répondre aux enjeux de mondialisation ». Dans ces conditions, et compte tenu des impacts potentiels du CC, l'intégration de l'ACC dans la formation de l'ESCAE constitue un enjeu pour la construction de la résilience de l'économie Nigérienne.

### **1.3.3 UDA**

L'UDA est une université publique de création récente (loi n° 2014-40 du 19 août 2014). Basée à l'Est du pays, dans la région du lac Tchad confrontée à de fortes problématiques de désertification, elle comprend une forte dimension environnementale. Elle se compose d'un Institut supérieur en environnement et écologie (IS2E), d'une Faculté de sciences agronomiques (FSA) et d'un Institut international pour la paix, la sécurité et le développement.

La FSA propose quatre licences, dans les spécialités suivantes :

- Productions végétales
- Economie rurale
- Productions animales
- Gestion des ressources pastorales

Et quatre masters, en :

- Agronomie générale
- Agroécologie et Gestion durable des terres (GDT)
- Agropastoralisme et développement durable
- Évaluation environnementale et développement durable (EEDD)

De son côté, l'IS2E propose une licence professionnelle en Gestion des ressources naturelles (GRN), avec trois parcours de spécialisation : forêt-faune, gestion des espaces pastoraux et de l'eau, et pêche et gestion des ressources aquatiques.

Enfin, l'UDA comporte 5 Unités mixtes de recherche (UMR) :

- Érimologie et lutte contre la désertification,
- Aridoculture et cultures oasiennes,
- Pêche et aquaculture,
- Elevage, pastoralisme et faune sauvage,
- Economie, sociétés rurales et environnement.

Du fait de son contexte régional et des thématiques qu'elle aborde, l'UDA est en lien étroit avec les problématiques du Changement climatique. Elle affiche par ailleurs une ambition claire de développement de ses propres capacités dans ce domaine, afin de « contribuer efficacement à l'amélioration de la résilience des populations ».

#### **1.3.4 FAST**

La FAST est l'une des six facultés de l'UAM, elle-même créée en 1973 sur la base du Centre d'enseignement supérieur de Niamey fondé en 1971. La FAST propose dix licences et quinze masters dans la plupart des matières scientifiques :

- Informatique, mathématiques, chimie fondamentale, industrie agroalimentaire, biochimie, physique fondamentale, électronique, électrotechnique et automatismes, biologie et géologie au niveau licence,
- Informatique, mathématiques, physique de l'atmosphère et du climat, physique des énergies renouvelables, physique fondamentale, électronique, électrotechnique et automatismes, biochimie des substances naturelles, chimie organique, chimie fondamentale, chimie inorganique, biologie animale, biologie végétale, sciences de l'environnement, hydrogéologie et géosciences au niveau master.

Par ailleurs, la FAST héberge le programme doctoral « Changement Climatique et Énergie » du Centre de service scientifique ouest-africain sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL).

Forte de cette offre de formation, et du fait de la présence de nombreuses spécialités en lien avec la compréhension du CC et avec le développement de solutions d'adaptation, la FAST peut être considérée comme l'un des Instituts de formation et de recherche (IFR) les plus avancés du Niger, et les plus à même de former les acteurs scientifiques de l'ACC au Niger.

## Partie 2. Outils et méthodologie d'évaluation

### 2.1 Cadre d'analyse général : identification de facteurs de réussite clé

La méthodologie mise en œuvre dans le cadre de cette évaluation s'inspire largement du cadre conceptuel proposé par l'Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).<sup>13</sup> En particulier, l'évaluation et l'analyse des besoins en renforcement des capacités des institutions-clés nationales sur les trois niveaux :

1. Niveau individuel ou opérationnel : compétences techniques nécessaires à la réalisation optimale d'une action ;
2. Niveau organisationnel ou institutionnel : identité de l'organisation, management, relations partenariales, stratégie de gestion de ses ressources, etc. ;
3. Niveau politique ou sociétal : questions de collaboration, partenariat, innovation, construction de la confiance, positionnement dans l'environnement, influence, etc.

Cependant, l'objet principal de ce projet d'appui étant le développement de programmes de formation, un accent plus particulier a été mis sur l'évaluation du niveau individuel, à savoir les compétences techniques pour l'intégration de l'adaptation dans la planification et la budgétisation. Ces compétences ont été évaluées par le biais d'un Questionnaire à Choix Multiples (QCM) directement soumis aux personnels des institutions ciblées.

La collecte de données pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités a par ailleurs mobilisé l'outil participatif *Stocktaking for National Adaptation Planning* (SNAP) développé par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ)<sup>14</sup>. La logique du SNAP consiste à identifier de manière participative la situation actuelle des capacités d'ACC et celle souhaitée pour pouvoir dégager une feuille de route.

Le SNAP est basé sur l'analyse de sept « facteurs de réussite », définis sur la base des lignes directrices du groupe des experts des PMA ainsi que sur l'expérience de la GIZ en matière de planification de l'ACC. Ces facteurs de réussite ont été enrichis dans le cadre de ce projet d'appui en reprenant certains critères employés dans l'outil d'évaluation des compétences pour le PNA développé par l'UNITAR en 2017. Ces facteurs de réussites et les questions sous-jacentes analysées sont présentés dans le **Error! Not a valid bookmark self-reference..**

---

<sup>13</sup> Mackay, A., I. Gallo, J. Ashipala & D. Wilson 2017. *Evaluation des compétences pour le Plan national d'adaptation. Une nouvelle méthode interactive*. Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche, Genève, Suisse. 60 p.

<sup>14</sup> GIZ 2014. *The Stocktaking for National Adaptation Planning (SNAP) Tool*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bonn, Deutschland. 4p.

**Tableau 2 : Facteurs de réussites et questions d'évaluation des besoins en renforcement des capacités (auteurs 2021).**

<b>Facteurs de réussite pour la planification de l'ACC</b>	<b>Questions d'évaluation</b>
<b>1. Vision &amp; mandat</b>	<b>Score QCM 1 : Connaissances sur le cadre juridique et institutionnel, engagement climat du pays et négociations pour le CC</b>
	1.1. Quel est le niveau de leadership pour l'action climatique (concevoir une vision, fédérer les acteurs pour la mettre en œuvre) ?
	1.2. Quel est le degré d'efficacité de la coordination intersectorielle (point focal CC) et des systèmes institutionnels en place pour soutenir l'ACC à moyen et long terme ?
<b>2. Information climatique</b>	<b>Score QCM 2 : Connaissances sur les scénarios climatiques et implications</b>
	2.1. Les données sont-elles régulièrement recueillies sur les paramètres climatiques et météorologiques ?
	2.2. Quel est le niveau de disponibilité des projections climatiques existantes ?
<b>3. Analyses des risques et vulnérabilité</b>	<b>Score QCM 3 : Connaissances sur les risques et vulnérabilités, par secteurs et types d'impacts, différenciés par le genre</b>
	3.1. Quel est le niveau de disponibilité d'études de vulnérabilité existantes (températures, pluviométrie, élévation du niveau de la mer, populations sensibles) ?
	3.2. Quel est le niveau de disponibilité d'analyses genre conduites en lien avec les CC ou les problématiques environnementales
	3.3. Quel est le niveau de prise en compte des politiques et programmes de gestion des risques et d'ACC au sein de votre structure ?
<b>4. Identification et évaluation des options d'adaptation</b>	<b>Score QCM 4 : connaissances sur les options d'adaptation, sur l'évaluation des coûts pour l'adaptation et sur le genre</b>
	4.1. Quel est le niveau d'évaluation des coûts de l'ACC au niveau national et sectorielles ?
	4.2. Quel est le niveau de compétence du personnel en matière d'évaluation des investissements pour les différentes options d'adaptation au CC ?
	4.3. Quel est le niveau d'évaluation des coûts de l'ACC sensible au genre ?
<b>5.1 Intégration de l'adaptation dans la planification</b>	<b>Score QCM 5 : Connaissance sur la planification de l'adaptation et sur la participation</b>
	5.1.1 Quel est le degré d'intégration des questions d'adaptation dans les stratégies de développement nationales et sectorielles ?

*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de  
l'Adaptation aux Changements Climatiques*

	5.1.2 Quel est le degré d'intégration de l'adaptation dans le processus de planification locale (des collectivités locales) ?
<b>5.2 Participation et inclusion</b>	5.2.1. Quel est le niveau d'implication des parties prenantes dans la planification nationale et locale de l'adaptation ?
	5.2.2 Quel est le niveau de participation des représentants d'organisation de femmes ou d'autres groupes d'adaptation
	5.2.3. Quel est le niveau de prise en compte des besoins pratiques des hommes/femmes et garçons/filles dans le processus de planification de l'adaptation au niveau local
<b>6. Financement de l'adaptation</b>	<b>Score QCM 6 : Connaissance sur la finance climatique et la mobilisation des ressources</b>
	6.1. Quel est le niveau de compétence du personnel de votre structure en gestion du financement de l'adaptation et mobilisation de ressources ?
	6.2. Quel est le niveau d'intégration (prise en charge) des priorités d'adaptation dans les différents processus de budgétisation (budget national et budgets décentralisés) ?
	6.3. Quel est le niveau de disponibilité des ressources financières nécessaires pour couvrir les coûts à court, moyen et long terme des priorités d'adaptation (financement interne et externe) ?
<b>7. Suivi et évaluation</b>	<b>Score QCM 7 : Connaissances sur les systèmes de S&amp;E sensibles au changement climatique</b>
	7.1. Quel est le niveau de prise en compte de l'ACC dans les systèmes de suivi et évaluation ?
	7.2. Quel est le niveau de prise en compte du genre dans le système de suivi et évaluation de l'adaptation ?
<b>8. Formation et éducation au CC</b>	8.2 Quel est le niveau de compétence du personnel de votre structure à concevoir et mettre en place des séances de sensibilisation ou de formation au CC ?
	8.2 Quel est le niveau de compétence du personnel de votre structure à concevoir et mettre en place des programmes d'études nationaux sur le CC

## 2.2 QCM : Evaluation des connaissances individuelles

L'évaluation des compétences individuelles s'est principalement faite grâce à un QCM proposant 28 questions regroupées en huit thèmes (Annexe 1 : QCM) :

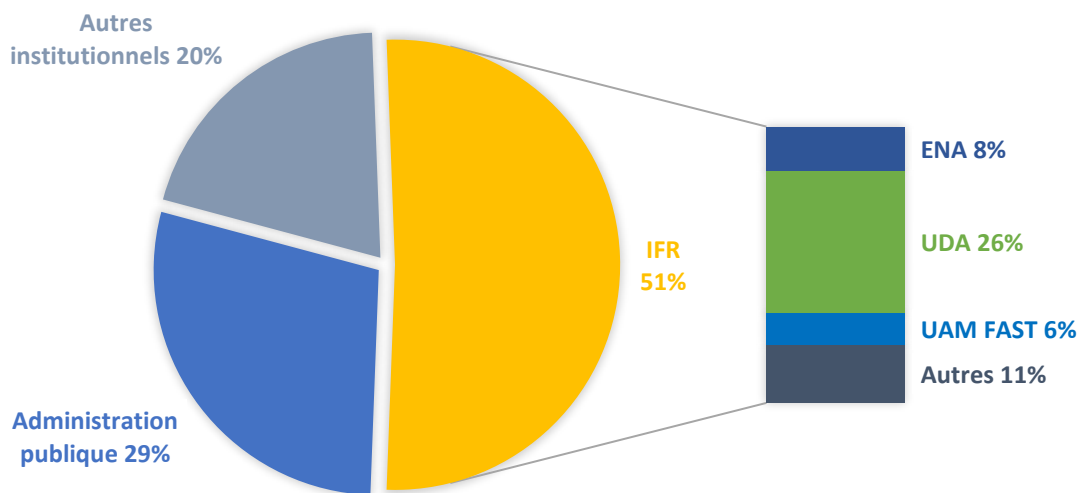
1. Information sur le changement climatique
2. Connaissance du cadre juridique et institutionnel
3. Analyse des risques et vulnérabilité
4. Planification de l'adaptation
5. Identification des options d'adaptation
6. Financement de l'adaptation
7. Suivi et évaluation (S&E) de l'adaptation

La diffusion du questionnaire s'est faite par courrier électronique et par le biais de visites en entretien présentiel aux directions des instituts de formation ciblés, afin de recueillir un maximum de réponses de la part des équipes d'enseignement.

Trois formats ont été proposés aux personnes sollicitées : un formulaire en ligne sur la plate-forme Google forms, une version au format Microsoft Word, et une version au format Adobe PDF. En tout, 84 réponses ont été recollectées, dont 51%, soit 43 réponses, en provenance d'IFR (Figure 2).

Un élément remarquable à ce niveau est la répartition des réponses entre IFR : on observe en effet que l'UDA est sans conteste l'IFR qui s'est le plus mobilisé, avec 22 réponses, tandis que l'ENA et la FAST ont montré un niveau de réactivité plus faible, avec respectivement 7 et 5 réponses chacune. Fait remarquable, l'ESCAE, en dépit de nombreuses sollicitations et relances, n'a soumis aucune réponse au QCM.

À noter également, la présence de 9 réponses en provenance de différents IFR (regroupés dans la catégorie « Autres » dans la Figure 2). Ces « autres » IFR regroupent des institutions de différentes natures : instituts de recherche appliquée, établissements de formation professionnels etc.



**Figure 2 : Répartition par type d'acteurs des réponses obtenues au QCM (auteurs, 2021).**

### 2.3 Atelier SNAP : Evaluation participative des compétences

L'évaluation des besoins en renforcement de capacités organisationnelles et institutionnelles (et, dans une certaine mesure, également individuelles), s'est faite par la tenue d'un atelier participatif centré autour de l'outil SNAP, le 5 mai 2021.

Cet atelier avait comme objectifs de :

- Présenter et discuter des résultats du QCM envoyé aux participants en amont de l'atelier ;
- Evaluer le niveau actuel des capacités et compétences des acteurs et institutions en charge de l'ACC ;
- Evaluer le niveau de capacités et de compétences souhaité par ces mêmes institutions afin d'obtenir une référence et des indicateurs associés ;
- Prioriser les capacités et compétences à développer dans les programmes de formations qui seront développés lors des phases ultérieures de ce projet d'appui.

L'atelier s'est tenu sur une journée, en commençant par une présentation du projet, des résultats du QCM, et des outils à mettre en œuvre par l'équipe de consultants, avant de procéder aux exercices groupaux d'évaluation des huit facteurs de réussites : vision & mandat, Information climatique, Analyses des risques et vulnérabilité, Identification et évaluation des options d'adaptation, Intégration de l'adaptation dans la planification, Participation et inclusion, Financement de l'adaptation et Suivi et évaluation,

Pour chacun de ces thèmes les participants ont déterminé en groupe :

- Le niveau actuel des capacités et compétences des acteurs et institutions ;
- La situation souhaitée : évaluation du niveau souhaitable de compétences pour le thème en question et identification d'un maximum de trois mesures et activités pour atteindre ce niveau ;
- Un plan d'action, en prenant en compte les considérations clés suivantes :
  - Quoi : Quels sont les principaux objectifs et échéances (jalons) ? De quoi a-t-on besoin pour y arriver ? Quels sont les besoins en formations prioritaires ?
  - Quand : Jusqu'à quand les objectifs et les jalons doivent-ils être atteints ?
  - Qui : Qui dirige le processus ? Qui est responsable des jalons ? Qui apporte un appui (scientifique ou technique) ? Qui met en œuvre ?
  - Quelles ressources : Qui mettra les fonds à disposition ?

Les résultats, pour chaque thème, ont par la suite été mutualisés et restitués en plénière, avant de répéter la même dynamique avec les quatre derniers thèmes du QCM : identification des options d'adaptation, financement de l'adaptation, suivi-évaluation, besoins et connaissances de formations.

Le détail de l'agenda de l'atelier est disponible en Annexe 2. Les résultats des travaux collectifs ont été systématisés dans une grille d'analyse sous format Microsoft Excel, présenté en Annexe 3.

L'atelier a regroupé un total de 23 participants, dans le respect des précautions sanitaires renforcées compte tenu de l'épidémie de COVID-19. La liste des participants est présentée en Annexe 4.

## Partie 3. Résultats de l'évaluation

### 3.1 Evaluation des connaissances individuelles (QCM)

#### 3.1.1 Score moyen

L'analyse des 43 réponses au QCM a permis de mettre en évidence un niveau de connaissances hétérogène entre IFR consultées. Le score moyen obtenu est de 60% sur les 7 domaines d'analyse évalués, avec un écart-type considérable de 21% sur l'ensemble des réponses (Tableau 3).

Parmi les IFR, la FAST se distingue, avec un score moyen de 66%, suivie par l'UDA, avec un score de 61%. L'ENA montre les résultats les plus fragiles, avec un score de seulement 46%. C'est également dans cet IFR que l'on observe la dispersion des réponses la plus importante, avec un écart-type de 26%. Les autres IFR consultés, dont les résultats ne sont pas détaillés ici, montrent une performance intermédiaire avec un score de 63%, et une dispersion également considérable de 24%.

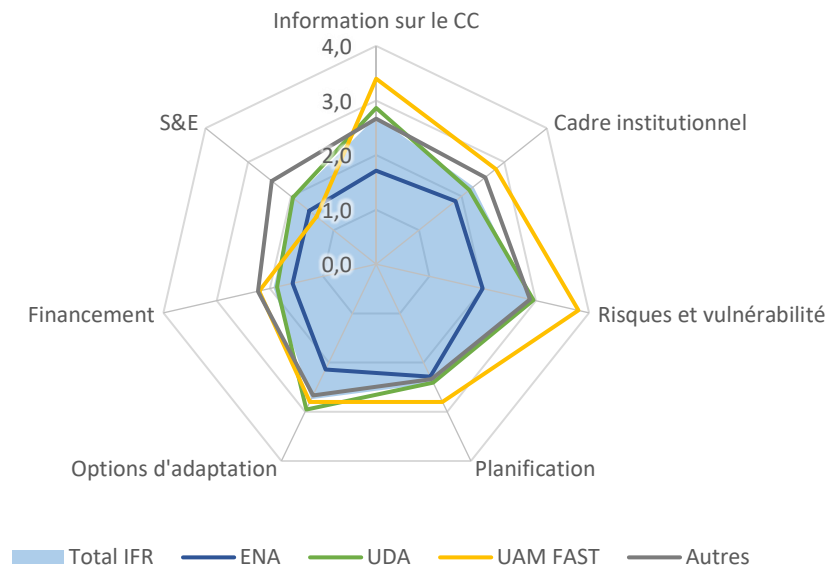


**Tableau 3 : Score général obtenu au QCM dévaluation des connaissances, par catégorie d'acteurs (auteurs 2021).**

Catégorie d'acteurs	Moyenne sur 100	Écart-type	Taille de l'échantillon
ENA	46%	26%	7
UDA	61%	19%	22
UAM FAST	66%	10%	5
Autres	63%	24%	9
<b>Total IFR</b>	<b>60%</b>	<b>21%</b>	<b>43</b>

### 3.1.2 Résultats obtenus par IFR et catégorie d'analyse

Un résumé des résultats obtenus par catégorie d'analyse (notés sur 4 points chacun) pour chacun des IFR ayant répondu au QCM est présenté dans la Figure 3.



Catégorie d'analyse	ENA	UDA	UAM FAST	Autres	Total IFR
Information sur le CC	1,7	2,9	3,4	2,7	2,7
Cadre institutionnel	1,9	2,2	2,8	2,6	2,3
Risques et vulnérabilité	2,0	3,0	3,8	2,9	2,9
Planification	2,3	2,4	2,8	2,3	2,4
Options d'adaptation	2,1	3,0	2,8	2,7	2,7
Financement	1,6	1,9	2,2	2,2	1,9
S&E	1,6	2,0	1,4	2,4	1,9

**Figure 3 : Résultats obtenus au QCM par catégorie d'analyse (auteurs 2021).**

Ces résultats confirment la meilleure performance de la FAST dans la plupart des domaines, en particulier ceux relatifs au CC et à l'analyse des risques et vulnérabilités. En revanche, la FAST montre une faiblesse certaine dans les questions de S&E et, dans une moindre mesure, de financement. Cette observation est cohérente avec la vocation scientifique de la FAST, plus orientée vers la production de connaissances que vers la gestion de projet.

L'UDA montre un profil intermédiaire, avec une performance honorable en termes d'informations sur le CC, analyse des risques et vulnérabilités et identification des options d'adaptation. Les catégories correspondantes au cadre institutionnel et à la planification de l'adaptation se caractérisent par des résultats moyens, tandis que le financement et le S&E de l'ACC sont des sujets globalement mal maîtrisés. Ces résultats sont également cohérents avec le profil de l'institution, relativement jeune (et donc avec une insertion encore incomplète dans le paysage institutionnel de l'ACC), mais qui se caractérise par une approche pragmatique de l'ACC : c'est l'institution qui obtient la meilleure note pour l'identification des options d'adaptation, et ses résultats en planification et en S&E, bien que perfectibles, sont supérieurs ou égaux à la moyenne des IFR consultées.

L'ENA est l'IFR qui démontre le plus de faiblesses : elle obtient les notes les plus faibles dans toutes les catégories d'analyse, ce qui n'est pas inattendu au regard de la vocation administrative (et non scientifique) de l'institution. Il est intéressant de noter que les meilleures notes obtenues par l'ENA entrent dans les catégories de planification et d'identification des options d'adaptation, ce qui peut être considéré comme une force pour un IFR tourné vers la formation de gestionnaires de l'action publique. En revanche, les faibles scores enregistrés sur le financement et le S&E de l'ACC sont des éléments préoccupants qui devront faire l'objet d'un renforcement des capacités.

La catégorie des « autres » IFR, hétérogène, présente un profil de compétences relativement lisse dans les diverses catégories d'analyses. On peut noter cependant un meilleur score en S&E de l'adaptation, explicable par la présence d'institutions spécialisées dans l'échantillon comme le Centre régional de formation et d'application en agrométéorologie et hydrologie opérationnelle (Agrhymet) du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS).

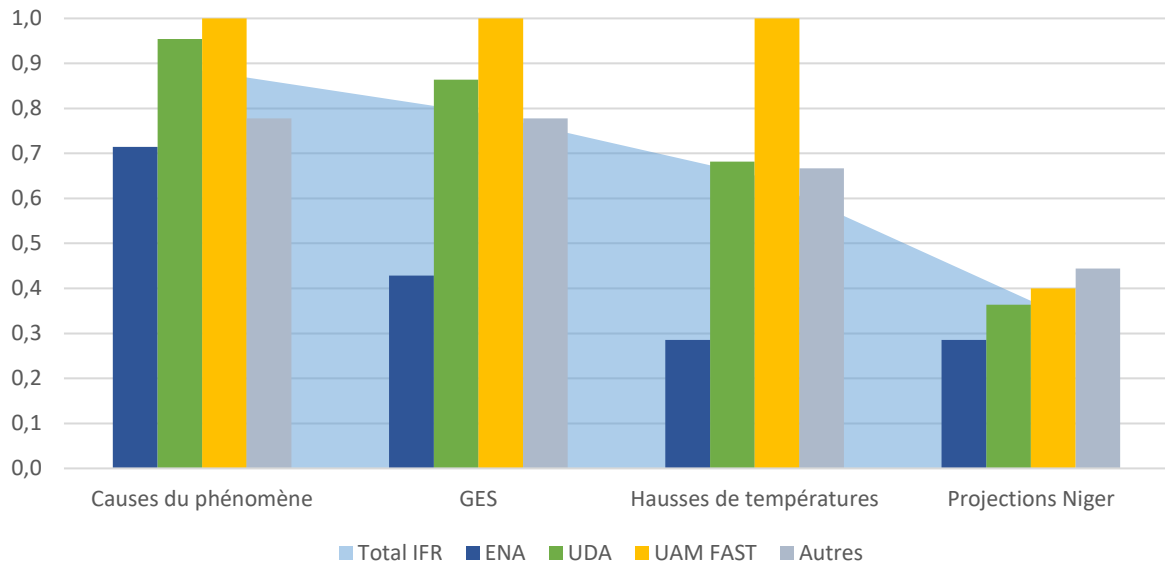
### **3.1.3 Résultats obtenus par question d'évaluation**

L'analyse des résultats par question posée dans chacune des catégories d'analyse donne en outre des éléments de réflexion supplémentaires :

**Niveau d'information sur le CC** (Figure 4) : les résultats de cette catégorie confirment généralement les bonnes performances des IFR à vocation scientifique. Bien que les causes du CC soient généralement bien intégrées par toutes les catégories d'acteurs, l'ENA montre une faiblesse claire sur tous les autres sujets.

La connaissance de la dynamique du CC, est variable : si la hausse des températures globales dans le passé est relativement bien quantifiée par l'ensemble des IFR à vocation scientifique, les projections de la hausse des températures au niveau national sont généralement sous-estimées par tous les acteurs, y compris par la FAST.

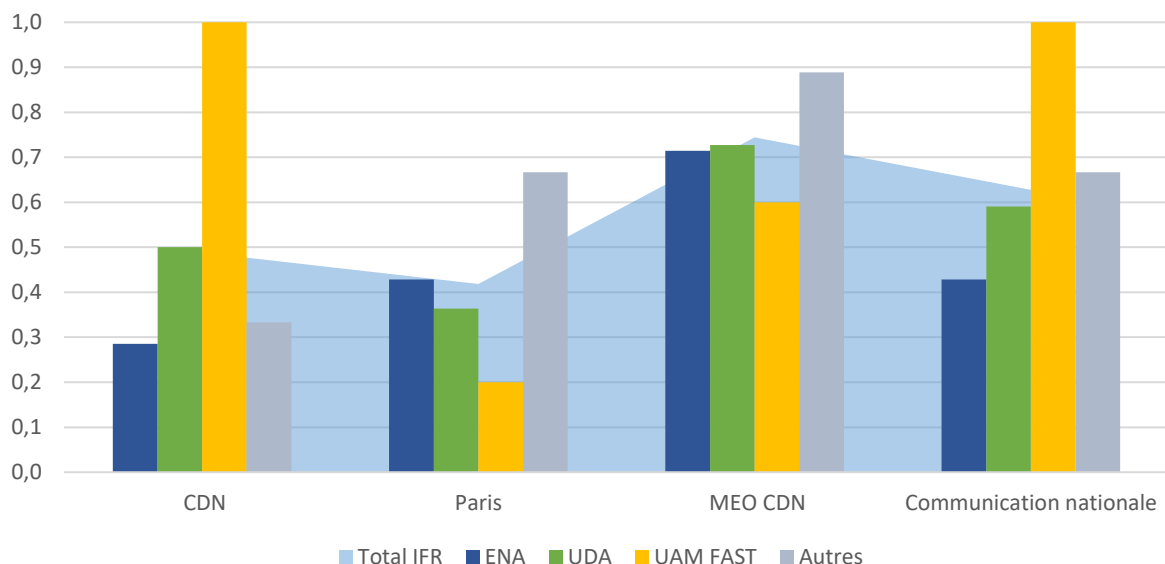
*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques*



**Figure 4 : Résultats du QCM, niveau d'information sur le CC (auteurs, 2021).**

**Cadre juridique et institutionnel** (Figure 5) : Dans cette catégorie d'analyse, la FAST se distingue par une bonne compréhension des mécanismes de la CCNUCC (CDN et Communications nationales), mais aussi par une méconnaissance générale de l'état et des conditions de la Mise en œuvre (MEO) de l'accord de Paris. L'ENA, en revanche affiche une bonne performance en ce qui concerne la répartition des responsabilités de la mise en œuvre de la CDN au sein du gouvernement (ce qui est cohérent avec sa vocation administrative).

On peut noter dans cette catégorie également un biais « optimiste » sur la question de la MEO de l'Accord de Paris : avec une note moyenne de 0,4, l'ensemble des IFR tend à considérer cette dernière comme meilleure que ce qu'elle n'est réellement.

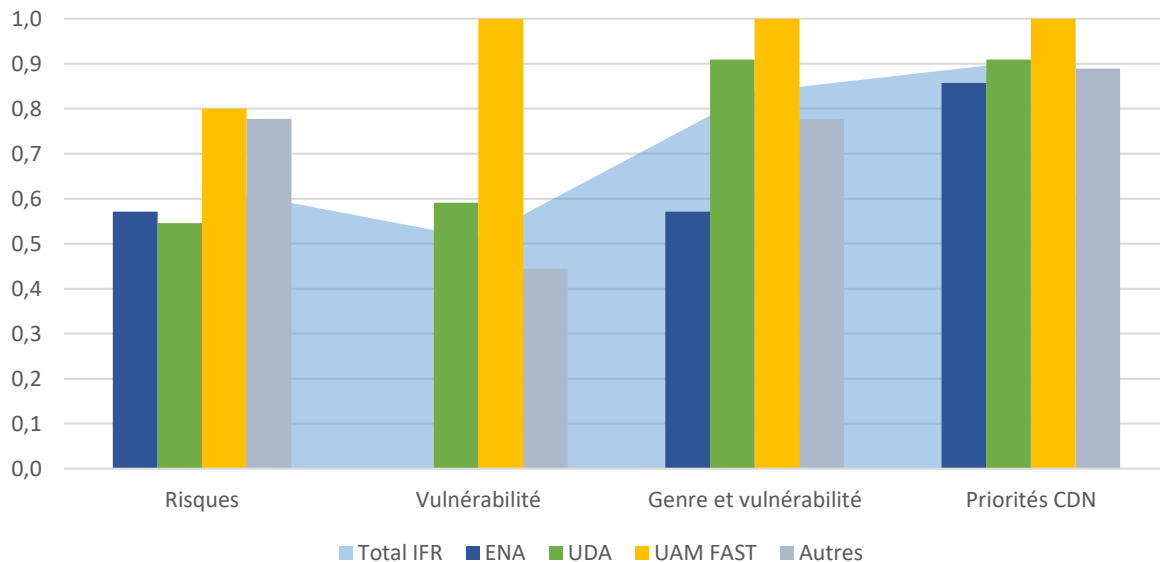


**Figure 5 : Résultats du QCM, cadre juridique et institutionnel (auteurs, 2021).**

**Analyse des risques et vulnérabilités** (Figure 6) : Dans cette catégorie, la FAST continue de se distinguer par des résultats globalement meilleurs. On observe cependant que l'identification des

risques liés au CC reste incomplète pour l'ensemble des acteurs, une proportion de 20 à 50% des personnes interrogées n'identifiant pas correctement l'ensemble des effets attendus du CC au Niger. La définition formelle de la vulnérabilité en tant que résultante de facteurs d'exposition, sensibilité et capacité d'adaptation est un sujet globalement moins bien maîtrisé par l'UDA, et totalement incompris par les répondants de l'ENA, qui montre également ses limites dans l'analyse de la relation entre genre et vulnérabilité.

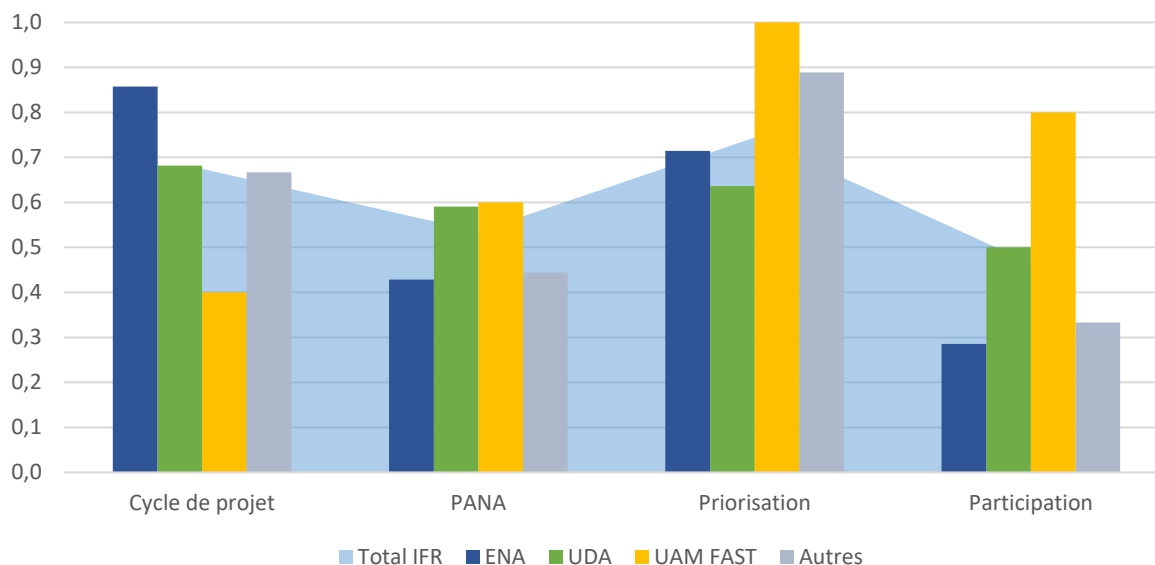
Les priorités de la CDN, en revanche sont relativement bien identifiées par l'ensemble des acteurs.



**Figure 6 : Résultats du QCM, analyse des risques et vulnérabilités (auteurs, 2021).**

**Planification de l'adaptation** (Figure 7) : cette catégorie présente des résultats hétérogènes entre IFR, selon la question posée. On note en particulier une bonne performance de l'ENA sur la compréhension du cycle de projet, que la FAST a eu tendance à confondre avec un cycle de financement. La priorisation des options d'adaptation selon des critères d'accessibilité, de reproductibilité, de flexibilité et de compatibilité avec l'atténuation est un concept généralement bien compris. En revanche, la signification des Plans nationaux aux fins de l'adaptation (PANA) est moyenne, et seule la FAST montre une compréhension correcte des objectifs de la participation dans la planification de l'ACC.

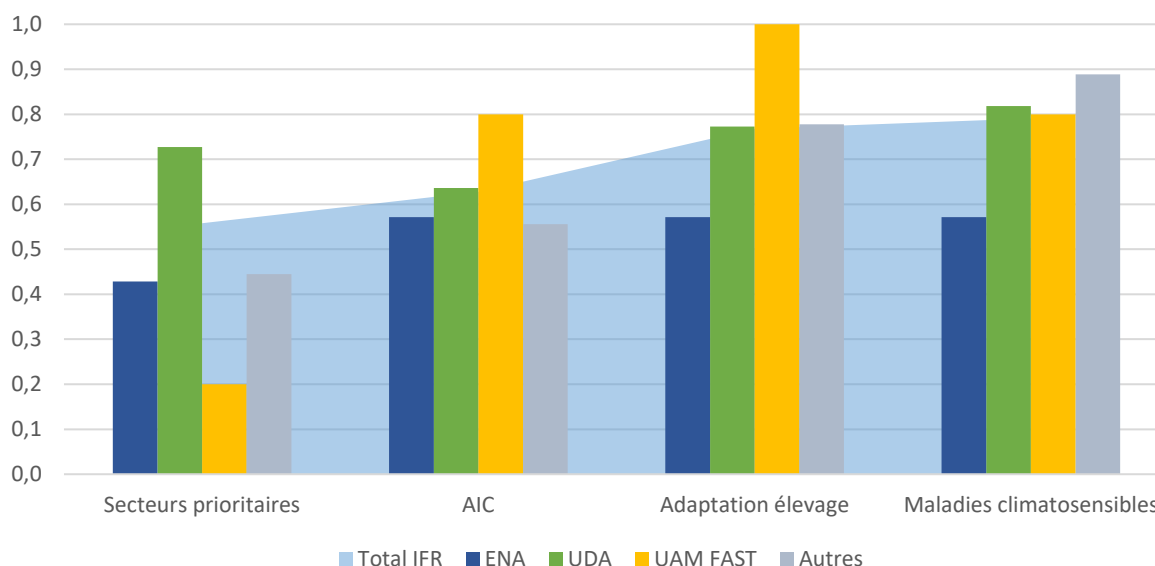
*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques*



**Figure 7 : Résultats du QCM, planification de l'adaptation (auteurs, 2021).**

**Identification des options d'adaptation** (Figure 8) : L'identification des secteurs prioritaires de l'ACC au sens de la TCN est généralement problématique, sauf pour l'UDA. Comme indiqué en section **Error! Reference source not found.** supra, la variabilité historique de la division sectorielle de l'ACC au niveau institutionnel peut être considéré comme un facteur explicatif. La FAST montre de manière général un niveau de compétence supérieur pour l'identification des options d'adaptation en termes d'Agriculture intelligente face au climat (AIC), et pour le secteur élevage.

L'identification des options d'adaptation est l'une des catégories d'analyse dans lesquelles l'ENA montre un niveau de compétences individuelles relativement élevé (par comparaison avec les autres catégories d'analyse).

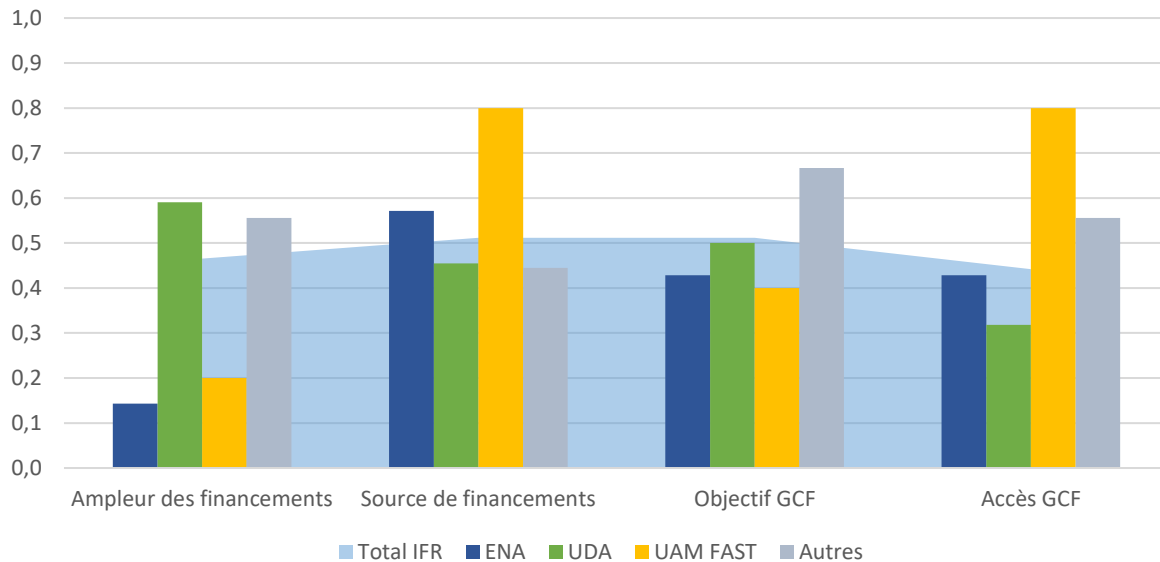


**Figure 8 : Résultats du QCM, identification des options d'adaptation (auteurs, 2021).**

**Financement de l'adaptation** (Figure 9) : Comme indiqué, les questions relatives au financement de l'adaptation font partie de celles sur lesquelles le niveau général est le plus faible, avec cependant une

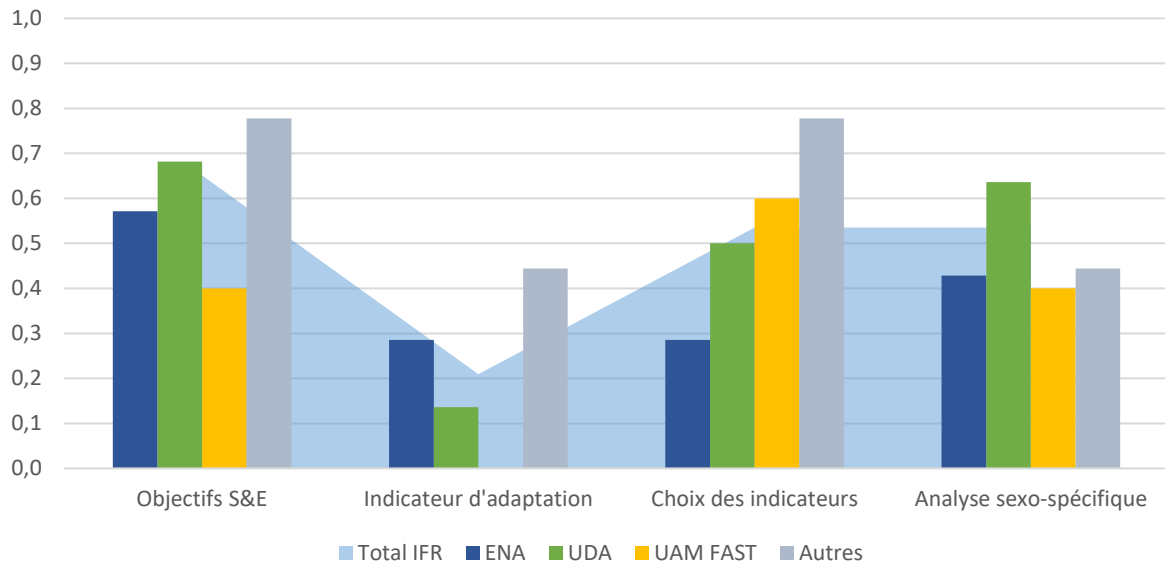
meilleure compréhension théorique de la FAST sur les sources de financements et leurs modalités d'accès, en particulier au FVC (identifié dans le graphique sous son acronyme anglais, GCF).

La méconnaissance relative de l'ENA de l'ampleur, des objectifs et des conditions d'accès aux financements de l'ACC mérite d'être relevée : considérant le rôle de l'institution dans la formation des futurs cadres administratifs, cette méconnaissance pourrait se traduire par une perte d'opportunités pour les institutions gouvernementales et collectivités territoriales recrutant les diplômés de l'école.



**Figure 9 : Résultats du QCM, financement de l'adaptation (auteurs, 2021).**

**S&E de l'adaptation** (Figure 10) : Le S&E de l'adaptation est l'une des catégories les plus problématiques de cette évaluation des compétences, avec des résultats globalement faibles, mais disparates pour l'ENA, l'UDA et la FAST. Si les objectifs d'un plan de S&E fait partie des questions mieux comprises, l'identification d'indicateurs d'ACC es problématique. La FAST par exemple, n'a présenté aucune bonne réponse à cette question particulière (avec une tendance très marquée à les confondre avec des indicateurs d'atténuation du CC). De manière générale, on peut considérer que la question du S&E est l'une des éléments prioritaires pour le renforcement des capacités individuelles.



**Figure 10 : Résultats du QCM, S&E de l'adaptation (auteurs, 2021).**

### 3.2 Evaluation participative des capacités et compétences institutionnelles

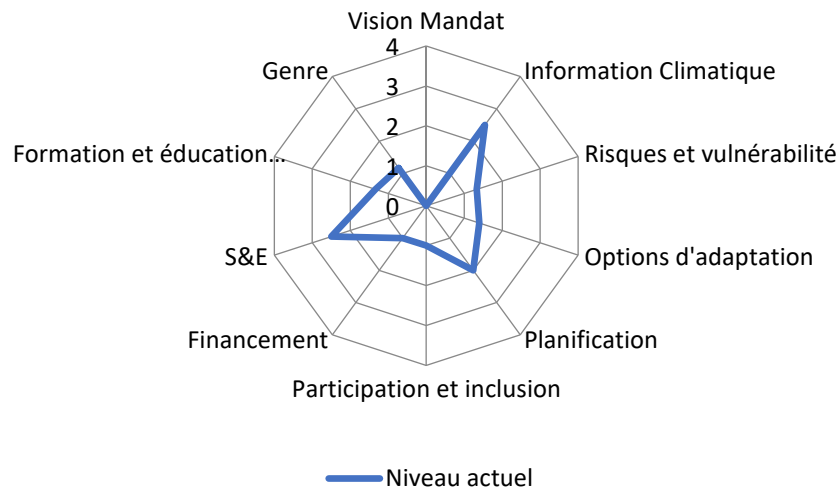
Cette section présente les résultats de l'analyse participative des capacités et compétences actuelles des IFR pertinentes pour l'ACC issue de l'atelier SNAP organisé le 5 mai 2021 à Niamey.

Cet atelier s'est caractérisé par un niveau élevé de participation de la part des institutions présentes, avec une bonne diversité d'IFR représentés : ENA, ESCAE, UDA, FAST, Agrhymet, Institut de recherche pour le développement (IRD), etc. (Annexe 4).

Cette participation élevée implique une certaine hétérogénéité, entre IFR plus avancés sur les questions de CC et d'ACC (Agrhymet, programme doctoral WASCAL de la FAST, etc.) et IFR « débutantes » sur ce sujet (ENA, ESCAE, IFR centrées sur les questions de santé, etc.).

Les questionnaires de l'atelier participatif ont été recueillis et analysés ensemble afin de produire le résultat global. Durant l'atelier, il a été demandé aux participants d'évaluer leur niveau de capacités et compétences actuelles à travers une série de questions présentées dans la grille SNAP en Annexe 3 de ce rapport.

En synthèse, le niveau de capacités des IFR a été évalué faible au cours de cet atelier sur l'ensemble des facteurs de réussite (Figure 11). Le détail des analyses par facteur de réussite se présente à continuation.



**Figure 11 : Niveau actuel des capacités et compétences des acteurs de l'ACC (auteurs, 2021).**

### 3.2.1 Vision, mandat

Les participants évaluent que niveau général de maîtrise et d'appropriation de l'action climatique est généralement faible, avec néanmoins quelques IFR plus avancés sur le sujet (Programme doctoral WASCAL de la FAST, Agrhyment). Des institutions comme l'UAD, conscientes de leur rôle, sont dans une position intermédiaire.

Les autres IFR non spécialisés comme l'ENA ou l'ESCAE, ou encore les formations en santé publique, hygiène et assainissement, etc. affichent une méconnaissance et un défaut d'appropriation du CC et de l'ACC et peinent à reconnaître leur pertinence dans ce contexte.

### 3.2.2 Information climatique

En ce qui concerne la connaissance générale du phénomène du CC, des scénarios et projections d'évolution du climat et d'accès à l'information sur ces sujets, on peut noter les éléments suivants soulevés par les participants :

- L'importance du suivi des paramètres climatiques et météorologiques est généralement bien comprise, notamment pour les secteurs AFOLU et santé.
- Le manque de personnel qualifié est une limitation importante pour obtenir un niveau suffisant de collecte de données fiables, ainsi que pour leur capitalisation
- A ces limitations s'ajoutent des limitations technologiques (équipements) pour la production de modèles climatiques et de projections fiables, en particulier pour les horizons temporels plus éloignés.
- L'accès du grand public à ces données est encore faible, et insuffisant pour garantir un niveau de sensibilisation et d'appropriation des enjeux au niveau national

### 3.2.3 Analyse des risques et vulnérabilité

Les capacités des IFR sont insuffisantes. Peu d'études de vulnérabilité existent au niveau national, et ces dernières sont souvent spécifiques à un projet ou une zone en particulier. On constate donc un manque de données fiables à l'échelle nationale, ce qui limite le niveau d'appropriation des résultats et des méthodologies correspondantes par les IFR, et in fine leur capacité à transmettre ces connaissances.



La question des interactions entre le genre et la vulnérabilité au CC souffre des mêmes limites : les universitaires et chercheurs estiment que les données existantes sont fragmentaires et peu connues. Le concept étant récent, les personnels dans leur grande majorité ne maîtrisent pas les indicateurs d'évaluation correspondants.

### **3.2.4 Identification et évaluation des options d'adaptation**

Sur cette question, les manques observés concernent en premier lieu l'évaluation des coûts et bénéfices de l'ACC, et de manière plus générale, les méthodologies de priorisation (p. ex. analyse multicritères). Il y a de manière claire un « déficit » de compétences et d'offre de formation dans le domaine.

### **3.2.5 Intégration de l'adaptation dans la planification**

Le niveau d'information des enseignants du supérieur et des chercheurs sur l'intégration de l'ACC dans les stratégies de développement nationales, régionales ou sectorielles est évalué comme faible, en dépit de connaissances théoriques chez les IFR les plus directement impliqués.

Cet aspect est problématique au regard de leur rôle de formation des cadres techniques ou administratifs des projets et programmes de développement. Les participants considèrent qu'il y a un déficit de compétences pour l'application des outils analytiques d'aide à la planification et à la budgétisation au niveau national.

### **3.2.6 Participation et inclusion**

Les techniques et outils d'intégration du genre et d'inclusion des catégories vulnérables sont mal maîtrisés. En particulier, les techniques d'évaluation employés (et enseignés) ne tiennent pas spécifiquement compte du genre.

Par ailleurs, les IFR se sentent insuffisamment impliqués dans les exercices de planification de l'ACC au niveau national, malgré leur potentielle valeur ajoutée dans le domaine de l'information, de la sensibilisation et de la formation.

### **3.2.7 Financement de l'adaptation**

L'ensemble des participants à l'atelier affirme avoir une faible maîtrise des mécanismes et des processus de mobilisation des ressources pour l'ACC. Les enseignants chercheurs et les recommandent l'insertion de cette dimension dans les curricula et d'organiser des séminaires/ateliers de formation pour tous les acteurs à court terme.

Par ailleurs, face au manque de compétences en gestion budgétaire et en gestion des financements constatés chez les acteurs publics et privés impliqués dans l'élaboration et la MEO de programmes d'ACC, la prise en compte de ce thème dans les programmes d'enseignement supérieur devrait être prioritaire.

### **3.2.8 Suivi-évaluation**

Les indicateurs de S&E des actions relatives à l'ACC, ou dédiés à la mesure de la vulnérabilité (ou de la résilience) sont mal connus, d'où les difficultés réelles pour mesurer les effets de programmes et projets centrés sur ces sujets. Les chercheurs et enseignants insistent sur le renforcement des capacités de leurs structures par rapport à ce sujet.

Les IFR en particulier se sentent pertinents dans rôle de conception et de vulgarisation (en partenariat avec l'administration et les PTF) d'outils de S&E appropriés, et de formation des acteurs amenés à les utiliser.

### **3.2.9 Intégration du genre**

Les IFR participant à l'atelier considèrent que l'intégration du genre se fait principalement à travers les outils de collecte de données qu'ils utilisent, qui n'excluent pas de catégories d'acteurs et qui s'adressent occasionnellement de manière spécifique aux femmes (et aux jeunes).

Cela étant, un manque de compétences spécifiques pour l'intégration de la dimension genre dans les programmes et projets d'ACC a été identifié, ce qui justifierait un renforcement des capacités en ce sens.

### **3.2.10 Formation et éducation au CC**

Le niveau du personnel des IFR représentés à l'atelier est considéré comme très hétérogène en ce qui concerne leur capacité à concevoir et impartir des programmes de sensibilisation ou formation au changement climatique :

- Agrhymet, Institut Régional du CILSS spécialisé en agrométéorologie et hydrologie dispose d'une expertise avérée, mais souhaite renforcer ses propres capacités dans l'évaluation des coûts et bénéfices de l'ACC (p. ex. à travers de sessions de formation de courte durée).
- La FAST de l'UAM a aussi une expertise avérée, mais souhaite renforcer ses capacités sur des thèmes non scientifiques, comme la planification, le financement et le S&E de l'ACC. L'UDA s'inscrit sur cette même lignée.
- L'ENA n'a pas encore développé de modules dédiés au CC, malgré l'existence d'un département « Aménagement du territoire » qui pourrait s'emparer du sujet. L'école souhaite fortement bénéficier d'une assistance pour insérer l'ACC dans la formation de ses étudiants.
- L'ESCAE et les Ecoles Supérieures de Santé n'ont encore jamais abordé le sujet du CC, mais déclarent être intéressée par son intégration dans certains curricula.

## **3.3 Synthèse de l'évaluation des capacités et compétences**

Les principaux éléments issus des exercices d'évaluation individuelle (QCM) et participative (ateliers SNAP) ont été regroupés dans le **Error! Reference source not found.** ci-dessous.

Tableau 4 : Synthèse de l'évaluation des compétences et capacités (auteurs, 2021).

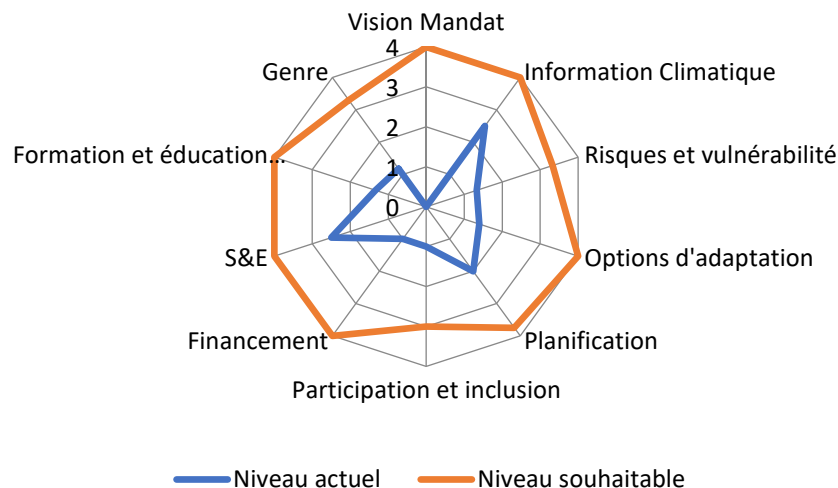
Facteurs de réussite	Niveaux individuels et opérationnels (administration de projets, partage de connaissances, développement des connaissances, supervision)	Niveaux institutionnel (comment les personnes/ groupes/ organisations sont gérés et fonctionnent ?) et politique (croyances, idéaux politiques, vision et priorités des organisations)
<b><i>Vision &amp; Mandat</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaissance lacunaire du cadre juridique et institutionnel de l'ACC, en particulier en ce qui concerne les aspects relatifs à la MEO de l'accord de Paris</li> <li>• Niveau hétérogène des connaissances des différents IFR :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ IFR a composante scientifique (Agrhymet, IRD, FAST, UDA, etc.) présentent un socle de connaissances plus ou moins développé sur l'ACC ;</li> <li>○ IFR non scientifiques (ENA, ESCAE) sont plus éloignés de ce sujet</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de coordination entre IFR</li> <li>• Absence de coordination entre la recherche, l'enseignement et le développement</li> </ul>
<b><i>Information climatique</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaissances individuelles variables sur ce sujet entre IFR « scientifiques » et autres IFR</li> <li>• Bonne compréhension des causes du CC mais mauvaise connaissance des projections et implications du CC.</li> <li>• Informations climatiques de base disponibles au Niger, mais très peu d'accès des utilisateurs finaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque structurel d'expertise nationale sur le suivi et la modélisation du climat</li> <li>• Conscience généralement bonne de l'importance de l'accès à ces l'information climatique dans tous les IFR</li> </ul>
<b><i>Analyse des risques et vulnérabilité</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bonne connaissance des priorités de la CDN chez tous les acteurs</li> <li>• Connaissance moyenne à bonne sur les risques et sur la vulnérabilité (y compris aspects de genre) dans les IFR scientifiques</li> <li>• Connaissance limitée à mauvaise sur ces aspects chez les IFR non scientifiques (ENA)</li> <li>• Existence d'études ciblées de vulnérabilité et analyses de risques climatiques sans mise à l'échelle au niveau national.</li> <li>• Absence de séries temporelles longues de données, absence de bases de données fiables et accessibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les risques climatiques et leur gestion ne sont pour le moment pas intégrés aux cursus de formation</li> </ul>
<b><i>Identification et évaluation des options d'adaptation</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Confusion des secteurs prioritaires de l'ACC chez tous les acteurs.</li> <li>• Compréhension bonne à moyenne des enjeux et options d'adaptation liées à l'AIC, à l'élevage et à la santé chez tous les acteurs.</li> <li>• Déficit de compétences des IFR ressenti dans ce domaine, et en particulier pour l'évaluation des options d'adaptation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Synergies insuffisantes entre les IFR et les projets de développement</li> </ul>

<b>Intégration de l'adaptation dans la planification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compétences des IFR scientifiques centrées sur certains secteurs : environnement, élevage, hydraulique et agrométéorologie</li> <li>• Capacités hétérogènes des personnels des IFR en termes de planification de l'ACC : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Des IFR plus outillés sur les questions de gestion de projet comme ENA</li> <li>○ Des IFR plus au clair sur les questions de priorisation et participation comme la FAST</li> </ul> </li> <li>• Faible niveau technique des acteurs pour planifier et évaluer les investissements nécessaires à la mise en œuvre des options d'adaptation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication insuffisante des IFR dans l'intégration de l'ACC dans les stratégies de développement nationales.</li> <li>• Manque de synergies entre les Collectivités territoriales et la Recherche, malgré des opportunités (publication par le CNEDD d'un guide pour intégrer le CC dans les PDC)</li> </ul>
<b>Participation et inclusion</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bonne compréhension générale des enjeux de genre dans la vulnérabilité au CC</li> <li>• Difficulté à opérationnaliser le suivi des questions de vulnérabilité sexo-spécifiques.</li> <li>• Compréhension floue des enjeux de la participation dans les processus de planification de l'ACC</li> <li>• Le processus de planification sensible au genre est mal maîtrisé. Peu d'experts parviennent à intégrer le genre dans le cadre de l'ACC.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Ministère chargé de promotion de la femme a fourni des efforts pour intégrer le changement climatique dans ces activités et sa programmation, mais peu d'effets ressentis au niveau des IFR</li> <li>• Certaines techniques et outils d'évaluation employés prennent en compte le genre</li> </ul>
<b>Financement de l'adaptation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau généralement faible des enseignants des IFR en ce qui concerne l'identification des possibilités de financement et des conditions d'accès.</li> <li>• Meilleure identification « théorique » des sources et conditions d'accès chez certains IFR (FAST, ENA)</li> <li>• Fortes lacunes ressenties sur les techniques de mobilisation des ressources et de gestion financière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les IFR se sentent déconnectés de ce sujet, mais en reconnaissent l'importance capitale pour participer à des projets intégrés, et pour l'intégrer à leur offre de formation.</li> </ul>
<b>Suivi-évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de compréhension globalement faible des objectifs du S&amp;E dans les IFR</li> <li>• Faible niveau technique pour formuler des indicateurs de suivi de la résilience ou de la vulnérabilité</li> </ul>	
<b>Formation et éducation au changement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actuellement, l'intégration du CC ne concerne qu'une fraction des IFR</li> <li>• Deux groupes peuvent donc être identifiés : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. IFR spécialistes (Agrhymet, FAST, UDA), en capacité de développer des programmes sur le CC et l'ACC</li> <li>2. IFR non-spécialistes (ENA, ESCAE, etc.), mal outillés sur ces sujets, mais intéressés par leur l'inclusion de modules simples dans leurs cursus de formation</li> </ol> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de ressource ludique pour sensibiliser à l'ACC (par exemple, le Fresque du Climat)</li> </ul>

## Partie 4. Niveau de capacités souhaité et plan d'action

### 4.1 Plan d'action pour l'atteinte du niveau de capacités et compétences souhaité

Au cours de l'atelier SNAP, il a également été demandé aux participants d'identifier le niveau de capacités souhaité et actions prioritaires pour le renforcement général des capacités. Les IFR participants souhaitent avoir, de façon globale, un très bon niveau de capacités et de compétences sur les dix aspects analysés (Figure 12).



**Figure 12 : Niveaux actuel et souhaité en termes de capacités et compétences des acteurs (auteurs, 2021).**

Les besoins prioritaires suivants ont été identifiés :

- Identification et évaluation des options d'ACC : Ce thème ressort comme priorité pour renforcer les capacités des enseignants-chercheurs. Le thème relatif à l'évaluation des options d'adaptation doit faire l'objet d'un module à intégrer dans le cursus de formation ;
- Financement : Les IFR affirment leurs lacunes par rapport à la connaissance des techniques de mobilisation des ressources et des mécanismes de gestion financière. Les chercheurs recommandent l'organisation des séminaires, ateliers pour renforcer leurs capacités et l'insertion de ce thème comme module d'enseignement.
- S&E : Les acteurs ne maîtrisent pas les outils nécessaires au S&E de l'ACC, et souhaitent renforcer leurs capacités propres et intégrer cette dimension à leurs cursus de formation.
- Vision et Mandat : Bien que cette dimension ne soit pas identifiée comme une priorité en termes d'enseignement, la création de synergies et l'implication des IFR apparaît comme une priorité pour les acteurs.

Durant l'atelier d'évaluation des capacités, plusieurs actions ont été proposées par les participants pour combler les brèches identifiées. Celles-ci ont abouti à un plan d'actions (Tableau 5) dont la réalisation effective contribuera une meilleure intégration de l'ACC dans leurs activités de recherche et d'enseignement.

Tableau 5 : Plan d'actions pour l'atteinte du niveau souhaitable des capacités et compétences (auteurs, 2021).

Facteurs de réussite	Actions à entreprendre	Structures responsables	Echéances	Besoins en formation prioritaires
<b><i>Vision mandat</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Etablir une plateforme de concertation entre les IFR par rapport au CC,</li> <li>▪ Créer une cellule pour établir un lien entre la recherche et les Institutions publiques chargées de la vulgarisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tous IFR participants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Court et moyen terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cadre institutionnel de l'ACC à l'échelle globale et nationale</li> <li>▪ Gestion de projet climatique multidisciplinaire et multi acteurs</li> </ul>
<b><i>Information climatique</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Faciliter l'accès aux données d'information climatique et météorologique au profit des IFR</li> <li>▪ Formation des formateurs dans le domaine d'interprétation des projections climatiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Direction de la météorologie nationale (DMN)</li> <li>▪ Agrhymet</li> <li>▪ CNEDD</li> <li>▪ Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Court et moyen terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rappels sur le CC : historique des évolutions, projections, à l'échelle globale et nationale</li> <li>▪ Modules méthodologiques sur la création, gestion et exploitation de données climatiques</li> </ul>
<b><i>Analyse des risques et vulnérabilité</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Créer des bases de données fiables et faciliter l'accès à un grand nombre d'experts et d'enseignants-chercheurs</li> <li>▪ Réviser les curricula pour insérer des modules spécifiques sur ce sujet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ IFR participants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Moyen terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Modules méthodologiques sur l'analyse de risque et l'étude de la vulnérabilité au CC</li> <li>▪ Modules méthodologiques sur l'élaboration de projets d'adaptation axés sur la réduction des risques et de la vulnérabilité</li> </ul>
<b><i>Identification et évaluation des options d'adaptation</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Former les enseignants-chercheurs pour mieux comprendre et maîtriser les options d'adaptation et leur évaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ CNEDD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Court-terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rappels sur les principales options d'ACC existantes dans chacun des secteurs prioritaires</li> <li>▪ Modules méthodologiques sur l'évaluation des impacts</li> </ul>

*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques*

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Concevoir et élaborer des modules de formation destinés aux étudiants et aux jeunes chercheurs.</li> </ul>			<p>économiques et l'évaluation économique (coût/bénéfices) des options d'adaptation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Méthodologies d'analyse multicritères des options d'adaptation</li> </ul>
<b><i>Intégration de l'adaptation dans la planification</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Informers et sensibiliser les chercheurs et enseignants par rapport à cette problématique,</li> <li>Concevoir des sessions de formation continue de courte durée pour renforcer les capacités des acteurs,</li> <li>Etablir des liens recherche/vulgarisation avec les autres institutions parties prenantes de l'ACC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>SE-CNEDD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Court et moyen terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Modules méthodologiques sur la prise en compte et l'intégration du CC dans les outils de planification, de programmation, de budgétisation et suivi-évaluation des actions</li> </ul>
<b><i>Participation et inclusion</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Informers et sensibiliser les chercheurs et les enseignants par rapport à cette problématique,</li> <li>Concevoir des sessions de formation continue de courte durée pour renforcer les capacités des acteurs,</li> <li>Etablir des liens recherche/vulgarisation avec les autres institutions parties prenantes de l'ACC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>CNEDD, ministères de la Femme et du Développement communautaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Court, et moyen terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Méthodes de prise de décision et planification participatives</li> <li>Négociation et conciliation</li> <li>Suivi-évaluation de la participation</li> </ul>
<b><i>Financement de l'adaptation</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Outiller les chercheurs et les enseignants, en association avec le CNEDD (qui pourrait organiser des séminaires et des ateliers)</li> <li>Intégrer des modules de formation sur cette thématique dans les cursus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>CNEDD, ministères des Finances et du Plan</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Court et moyen terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identification des sources de financement de l'ACC (cartographie) et conditions associées (méthodes et approches des PTF, critères d'éligibilité, montants, processus, etc.)</li> </ul>

				<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation pratique à l'écriture et la programmation budgétaire de projets d'ACC</li> </ul>
<b>Suivi et évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des enseignants-chercheurs pour transmettre les outils nécessaires au S&amp;E,</li> <li>Insérer des modules de S&amp;E dans les curricula</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IFR</li> <li>CNEDD</li> <li>Société civile et secteur privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Court terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Méthodologies de S&amp;E et construction d'indicateurs propres à l'ACC et à la mesure de la résilience</li> <li>Méthodologies d'analyse sexo-différenciées et inclusives</li> </ul>
<b>Formation et éducation au CC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser des modules ciblés de spécialisation sur le Financement, le S&amp;E pour FAST et Agrhymet,</li> <li>Concevoir et réaliser des modules de base sur le CC et l'Adaptation pour l'ENA, ESCAE, les Ecoles et Instituts de Santé et l'UDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IFR correspondants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Moyen terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Outils de formation mentionnés dans cette colonne</li> </ul>
<b>Intégration des questions de genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les connaissances sur le genre et les CC</li> <li>Intégrer aux modules de formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IFR concernés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Court, moyen et long terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration de la dimension de genre et de l'inclusion des groupes vulnérables dans tous les modules de formation, en particulier en ce qui concerne l'analyse des risques et vulnérabilité, l'identification et évaluation des options d'adaptation, la participation et inclusion, et le S&amp;E</li> </ul>



## 4.2 Analyse des cursus de formation et recommandations pour le développement de programmes de formation

Les besoins en renforcement de capacités, exprimés par les participants à l'évaluation et par le PNUD, peuvent s'organiser en deux programmes articulés aux cursus de formation actuels de l'ENA, l'ESCAE, l'UDA et la FAST :

- Un programme court terme permettant de répondre aux besoins spécifiques de l'UDA et de la FAST (montage de projets d'adaptation et financement de l'adaptation). Les modules de formation de ce programme peuvent ainsi s'insérer facilement dans les cours déjà inscrit dans leur curricula. Ils pourront évidemment être utilisés par l'ENA et l'ESCAE pour leurs modules d'approfondissement.
- Un programme long-terme permettant de former depuis les notions de base sur les changements climatiques jusqu'aux notions plus spécialisées de l'adaptation aux changements climatiques. Les modules de ce programme peuvent être dispensés sous forme d'un ou plusieurs cours dédiés à l'ACC.

### 4.2.1 Le programme court-terme de formation

Ce programme vise à développer des capacités spécifiques sur le montage de projet d'adaptation et la recherche de financement. Il est principalement à destination de la FAST et de l'UDA.

Objectif du programme court-terme	Résultats attendus
Renforcer les capacités de conception et de financements des projets d'adaptation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les participant.e.s ont une compréhension approfondie du contenu d'un projet d'adaptation et de sa justification (distinction adaptation – atténuation – projet de développement ; élaboration d'un rationnel climat)</li><li>• Les participant.e.s connaissent les financeurs de l'adaptation et sont capables de définir une stratégie de financement</li><li>• Les participant.e.s sont capables de concevoir un projet d'adaptation robuste et de le présenter à des bailleurs</li></ul>

Ce programme de formation court-terme pourra être intégré dans le curricula de formation. Par exemple, le programme doctoral « Changement Climatique et Énergie » de la FAST se concentre sur des sujets tels que le changement climatique et ses impacts, la vulnérabilité des systèmes naturels et anthropiques, et les méthodes d'adaptation, la production, la distribution et la consommation d'énergie des systèmes traditionnels et alternatifs, avec un accent particulier sur l'efficacité énergétique, la gestion de l'énergie et les énergies renouvelables disponibles localement. Il pourra être complété par un module « concevoir un projet d'adaptation aux changements climatiques ».

### 4.2.2 Le programme long-terme de formation

Ce programme vise à renforcer les capacités et compétences liées aux notions de base sur les changements climatiques et l'adaptation, aux outils d'analyse et de planification stratégiques de l'adaptation aux changements climatiques (ACC), en intégrant les questions de genre et d'inclusion sociale. C'est donc un programme construit sur le long-terme, qui pourra être intégré comme un ou plusieurs cours des curricula de formation. Il est principalement à destination de l'ENA et de l'ESCAE, dont les besoins en renforcement de capacités sont plus larges.

*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de  
l'Adaptation aux Changements Climatiques*

Objectif du programme long-terme	Résultats attendus
Renforcer les capacités et compétences liées aux notions de base sur les changements climatiques et l'adaptation, aux outils d'analyse et de planification stratégiques de l'adaptation aux changements climatiques (ACC), en intégrant les questions de genre et d'inclusion sociale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les participant.e.s ont une compréhension approfondie des concepts clés du changement climatique, de vulnérabilité et des enjeux de l'adaptation au Niger;</li> <li>• Les participant.e.s savent acquérir et traiter des données climatiques en vue d'analyser la vulnérabilité et de planifier l'adaptation ;</li> <li>• Les participant.e.s maîtrisent les concepts d'analyse de vulnérabilité intégrant les notions de genre ;</li> <li>• Les participant.e.s sont capables de conduire une analyse de vulnérabilité aux changements climatiques en autonomie ;</li> <li>• Les participant.e.s savent élaborer en autonomie une stratégie d'adaptation et un plan d'action à partir des analyses de vulnérabilité ;</li> <li>• Les participant.e.s maîtrisent les procédés de mobilisation des financements nécessaires à l'adaptation du secteur aux changements climatiques ;</li> <li>• Les participant.e.s sont formés aux principaux outils de savoir être pour l'innovation et leadership pour l'action climatique et la conduite de projets climats multidisciplinaires et multi-acteurs ;</li> <li>• Les participant.e.s savent évaluer et réviser un plan d'adaptation au changement climatique en utilisant des approches participatives et incluant le genre ;</li> <li>• Les participant.e.s ont en main les différents outils pour communiquer de façon efficace sur le changement climatique et atteindre les différentes cibles dont les acteurs locaux ;</li> <li>• Les participant.e.s sont capables de conduire une étude d'évaluation de la vulnérabilité aux changements climatiques ;</li> <li>• Les participant.e.s sont capables de formuler un projet d'adaptation basé sur une étude de vulnérabilité et d'évaluation des besoins prioritaires pour l'adaptation.</li> </ul>

Ce programme de formation pourra être intégré à plusieurs niveaux des curricula de formation. Par exemple, la formation de l'ENA est organisée autour de trois cycles :

- Cycle préparatoire ou niveau 1 : deux années de tronc commun. Ici pourront être intégrés les modules de formation sur les notions de base et concepts des changements climatiques, sur l'analyse de vulnérabilité, et les principaux outils de planification de l'adaptation.
- Cycle de spécialisation : deux années. Le cours de 3<sup>ème</sup> année intitulé « population, santé et développement » (36h) pourra être enrichie avec des modules sur la conduite d'études de vulnérabilité et d'identification des options d'adaptation. Plus globalement, les sections « administration générale » et « aménagement du territoire » pourront également intégrer un cours sur l'ACC et la mise en place d'une stratégie et d'un plan d'adaptation.
- Centre de formation en Gestion des Collectivités Territoriales pourra comporter un module dédié à l'ACC, à l'intégration de l'ACC dans les Plans de Développement Communaux (PDC) et Régionaux (PDR). Il est pertinent d'organiser des sessions de courte durée destinées aux enseignants afin de renforcer leurs capacités en matière de planification, de budgétisation et de suivi/évaluation.

## Conclusion

Le travail présenté dans ce rapport a permis d'identifier de manière participative les principaux points forts et points faibles des IFR nigériennes en termes de compétences et capacités individuelles, institutionnelles et organisationnelles pour l'intégration de l'ACC dans leur offre de formation. Cette intégration est stratégique dans la mesure où les IFR participantes sont des acteurs majeurs de la formation des futurs cadres de l'administration publique, de la société civile ou du secteur privé, d'où un effet de levier potentiel important.

Les résultats de l'étude révèlent un niveau de compétences individuelles généralement supérieur chez les IFR à vocation scientifique ou technique dans les sciences de l'environnement, de la gestion des ressources naturelles comme la FAST, l'UDA ou Agrhymet. De l'autre côté du spectre, des IFR plus orientés vers la formation des cadres du secteur public ou privé, comme l'ENA ou l'ESCAE présentent un défaut de connaissances marqué sur les questions liées au CC, en dépit de compétences génériques sur les questions relatives à la gestion et planification de projet.

En termes de compétences institutionnelles et organisationnelles, le niveau observé est moyen à faible sur les huit facteurs de réussite analysés.

De manière transversale, il apparaît dans l'ensemble que les IFR n'ont pas conscience de leur rôle comme acteurs stratégiques de l'ACC : les liens entre enseignement, recherche et développement ne sont pas suffisamment développés, et il n'existe pas de stratégie concertée ni de coopération effective pour la création de compétences en CC et en ACC au niveau national.

Une autre limite commune à l'ensemble des IFR concerne le financement de l'ACC. Cette dimension est mal maîtrisée par l'ensemble des acteurs consultés : les sources de financement sont insuffisamment identifiées et les conditions d'accès sont méconnues, ce qui limite leur capacité à profiter des opportunités disponibles d'une part, et à transmettre à leurs étudiants les outils nécessaires d'autre part.

De même, les compétences en S&E de l'ACC est lacunaire pour l'ensemble des IFR, avec en outre une inclusion insuffisante des questions de genre. Ce résultat est relativement « normal » étant donnée la nouveauté des questions méthodologiques relatives à la mesure de la résilience et de la vulnérabilité. Cela étant, la construction de plans de S&E sensibles au genre et permettant de mesurer les résultats d'un projet d'ACC est l'un des aspects fondamentaux à renforcer.

Sur les autres sujets, on peut considérer les IFR selon deux groupes distincts. D'un côté les IFR spécialisés dans les questions environnementales sont déjà sensibilisées et actives sur les questions de CC, et présentent des besoins spécifiques en renforcement des capacités sur des domaines techniques (analyse des risques et études de vulnérabilités, identification et priorisation des options d'adaptation, modélisation climatique, etc.).

D'un autre côté les IFR orientés vers la formation des cadres du public et du privé, dont le mandat n'implique pas nécessairement un besoin en compétences approfondies sur des sujets techniques comme la modélisation climatique, mais qui doivent être en mesure d'intégrer le CC et l'ACC dans leur formation afin de sensibiliser leurs élèves aux enjeux correspondants, et surtout les outiller pour qu'ils soient en mesure de diriger ou d'intervenir sur des programmes ou projets en lien avec ces thématiques.

Pour ces IFR non spécialistes, une offre de formation plus basique sur le CC et ses causes, et sur les fondamentaux de l'ACC peut être proposée. En revanche les aspects relatifs à l'accès et à la gestion

des financements, au S&E de l'ACC sensible au genre, à l'identification et à l'évaluation des options d'adaptation, à la participation et à l'inclusion de l'adaptation dans la planification doivent être renforcés.

De manière spécifique, l'équipe recommande d'organiser les programmes de formation qui seront développés sur la base de cette phase évaluative en deux programmes articulés aux cursus de formation actuels de l'ENA, l'ESCAE, l'UDA et la FAST :

- Un programme court terme permettant de répondre aux besoins spécifiques de l'UDA et de la FAST (montage de projets d'adaptation et financement de l'adaptation). Les modules de formation de ce programme peuvent ainsi s'insérer facilement dans les cours déjà inscrits dans leur curricula. Ils pourront évidemment être utilisés par l'ENA et l'ESCAE pour leurs modules d'approfondissement.
- Un programme long-terme permettant de former depuis les notions de base sur les changements climatiques jusqu'aux notions plus spécialisées de l'adaptation aux changements climatiques. Les modules de ce programme peuvent être dispensés sous forme d'un ou plusieurs cours dédiés à l'ACC.

L'ambition affichée par l'ensemble des IFR, autant en ce qui concerne le niveau des compétences souhaitées dans chacun des facteurs de réussite qu'en ce qui concerne les propositions incluses dans le plan d'actions, est un signal positif, qui révèle une prise de conscience de l'intérêt et des enjeux relatifs au CC.

## Références

- Green Climate Fund 2017.** Readiness Proposal: Advancing medium and long-term adaptation planning and budgeting in Niger (en ligne). <https://www.greenclimate.fund/document/adaptation-planning-support-niger-through-undp>
- Banque Mondiale 2019.** Données ouvertes de la Banque Mondiale | Croissance la population (% annuel), Niger (en ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW>
- Razafimandimby, L. & V. Swaroop 2020.** Le Niger peut-il échapper au piège démographique ? Banque Mondiale Blogs (en ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://blogs.worldbank.org/fr/africacan/le-niger-peut-il-echapper-au-piege-demographique>
- PNUD 2020.** Rapport sur le Développement humain 2020. Programme des Nations Unies pour le développement, New York, USA. 4 Op.
- Goulden, M. & R. Few 2011.** Climate Change, water, and conflict in the Niger river basin. International Alert and University of East Anglia, Norwich, UK. 70 p.
- Pham-Duc, B., F. Sylvestre, F. Papa, F. Frappart, C. Bouchez, & J. F. Crétaux 2020.** The Lake Chad Hydrology Under Current Climate Change. Scientific Reports, vol. 10, no. 5498.
- FEWS-NET 2011.** Livelihoods Zones | Niger. FEWS-NET Data Center. Famine Early Warning System Network (e ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://fews.net/fr/file/nelivelihoods2011-copyjpg>
- Gornott, C., J. Tomalka, S. Lange, & F. Rörig 2021.** Profil de risque climatique : Niger. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bonn, Deutschland. 12 p.
- Mackay, A., I. Gallo, J. Ashipala & D. Wilson 2017.** Evaluation des compétences pour le Plan national d'adaptation. Une nouvelle méthode interactive. Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche, Genève, Suisse. 60 p.
- GIZ 2014.** The Stocktaking for National Adaptation Planning (SNAP) Tool. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bonn, Deutschland. 4p.

## Annexe 1 : QCM

---

### **Évaluation des besoins en renforcement de capacités et développement de programmes de formation sur l'adaptation au Changement Climatique**

---

Le projet financé par le Fonds Vert pour le Climat « Faire progresser la Planification et la Budgétisation de l'Adaptation à moyen et long terme au Niger » vise à combler les principales lacunes et à renforcer les capacités nationales en matière de CC à tous les niveaux de planification et de budgétisation. Le résultat 1.3 du cadre logique de ce projet qui s'intitule « remédier aux lacunes et aux faiblesses en matière de capacité à entreprendre le processus du PAN ».

Le PNUD a retenu le consortium Kinomé – SalvaTerra pour qu'il évalue les besoins en matière de renforcement des capacités des établissements d'enseignement supérieur, des principaux ministères et de la société civile et qu'il élabore des programmes de formation.

Afin d'affiner le ciblage des thématiques à couvrir lors de ces programmes, des questions sont posées ci-dessous. Elles nous permettront de mieux apprécier vos connaissances et pouvoir ainsi cerner vos besoins en renforcement des capacités. Votre avis est très important : merci beaucoup de nous le faire connaître !

**NB : Merci de ne cocher qu'une seule réponse par question !**

#### **1. DONNEES GENERALES**

- 1.1. Prénom et NOM :**
- 1.2. Numéro de téléphone :**
- 1.3. Courrier électronique :**
- 1.4. Nom de votre organisation :**
- 1.5. Fonction dans cette organisation :**
- 1.6. Type d'organisation**
  - Institut de formation et de recherche
  - Administration publique
  - Organisation non gouvernementale
  - Entreprise privée
  - Collectivité territoriale décentralisée
  - Chambre consulaire, organe de représentation
  - Autre...
- 1.7. Secteur principal d'activité**
  - Agriculture et élevage
  - Forêt
  - Ressources en eau
  - Santé
  - Environnement et biodiversité
  - Administration et aménagement du territoire
  - Climatologie et météorologie
  - Autre secteur transversal

#### **2. INFORMATION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

- 2.1. CAUSES DU PHÉNOMÈNE : Le CC est dû :**
  - Au trou dans la couche d'ozone

- À un piégeage accru des rayonnements solaires par les gaz à effet de serre (GES) émis par les activités humaines
  - Autre :
  - Ne sait pas
- 2.2. GAZ A EFFET DE SERRE : Les principaux GES produits par l'homme sont :**
- Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>), un peu le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) et les gaz fluorés
  - Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et l'ozone
  - Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et le mercure
  - Ne sait pas
- 2.3. HAUSSE DE TEMPERATURE DANS LE PASSÉ : Au niveau mondial, la température moyenne a augmenté de combien de degrés depuis 1900 :**
- + 1°C
  - + 0,1°C
  - + 2°C
  - Ne sait pas
- 2.4. HAUSSES DE TEMPÉRATURES AU NIGER : Au niveau national, dans le « pire » des scénarios actuels, la température pourrait augmenter de combien de degré d'ici 2080 :**
- + 4,6°C voire plus
  - + 2°C
  - + 3°C
  - Ne sait pas

### **3. CONNAISSANCE SUR LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL**

- 3.1. SIGNIFICATION DE CDN : Le sigle CDN signifie :**
- Climate Development Neutrality en anglais, soit Neutralité Climatique du Développement en français
  - Contribution Déterminée au niveau National
  - Carbon Development Need en anglais, soit Besoin en Carbone pour le Développement en français
  - Ne sait pas
- 3.2. ACCORD DE PARIS : La mise en œuvre actuelle de l'Accord de Paris est :**
- Excellente : tous les pays signataires mettent en place des CDN ambitieuses et nous sommes bien partis pour contenir le réchauffement moyen au niveau mondial en dessous de +1,5°C
  - Bonne : Les Etats-Unis indiquent vouloir contribuer pleinement à l'Accord de Paris
  - Mauvaise : nous sommes encore très loin du compte pour contenir le réchauffement moyen au niveau mondial en dessous de +2°C
  - Ne sait pas
- 3.3. MISE EN OEUVRE DE LA CDN : Au sein du gouvernement du Niger la mise en œuvre de la CDN est l'affaire :**
- Du ministère de l'Environnement (MESUDD) : c'est lui seul qui peut prendre des dispositions en matière de climat
  - De la plupart des ministères, MESUDD en premier lieu, car les enjeux d'adaptation et d'atténuation sont transversaux à tous les enjeux sectoriels
  - Des ministères couvrant des secteurs « polluants » (Industrie, Mines, Transport, Etc.) car c'est à eux de réparer leurs dégâts, selon le principe « pollueur-payeur »
  - Ne sait pas
- 3.4. COMMUNICATION NATIONALE : Les communications nationales à la CCNUCC sont :**
- Les messages officiels des gouvernements lus à chaque ouverture d'une Conférence des Parties (COP)

- Une ligne budgétaire que chaque gouvernement doit allouer au suivi des négociations sur le climat
- Des rapports périodiques sur la situation d'un pays en termes de changements climatiques et de mise en œuvre des engagements pris devant la CCNUCC
- Ne sait pas

#### **4. ANALYSE DES RISQUES ET VULNÉRABILITÉ**

**4.1. RISQUES CLIMATIQUES : Les principaux risques climatiques identifiés au Niger sont :**

- Des températures extrêmes, une augmentation de la fréquence et intensité des sécheresses et des tempêtes de sable et des invasions destructrices de sauterelles
- Des précipitations plus irrégulières et intenses, des inondations plus violentes et une diminution des ressources en eau potable
- Tous les risques mentionnés antérieurement
- Ne sait pas

**4.2. VULNERABILITE : Les 3 composantes de la vulnérabilité au CC sont :**

- Exposition, Sensibilité et Capacité Adaptative. Une forte Exposition ou Sensibilité et une faible Capacité Adaptative entraînent une forte vulnérabilité
- Déforestation, Dégradation des terres, Perte de biodiversité
- La décomposition sociale, le ralentissement de l'économie, et la dégradation de l'environnement
- Ne sait pas

**4.3. VULNÉRABILITÉ ET GENRE : Face au changement climatique, la vulnérabilité des femmes est :**

- Égale à celle des hommes : le CC affecte tout le monde de la même manière
- Inférieure à celle des hommes : les femmes sont physiologiquement mieux adaptées à la chaleur
- Supérieure à celle des hommes : les femmes disposent d'un accès réduit à l'éducation, aux facteurs de production et à l'emploi, et sont plus souvent en situation d'insécurité alimentaire
- Ne sait pas

**4.4. PRIORITES DE LA CDN SUR L'ADAPTATION : En termes d'adaptation au CC, les grands objectifs de la CDN du Niger sont :**

- Assurer la sécurité alimentaire, combattre la pauvreté, promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles et améliorer la résilience de la population et des écosystèmes
- Diffuser des foyers améliorés à large échelle, installer des lampadaires solaires, construire des barrages hydro-électriques, etc. : adapter et moderniser l'économie nigérienne
- Établir de nouveaux partenariats public-privé pour développer des mécanismes innovants d'assurance climatique
- Ne sait pas

#### **5. PLANIFICATION DE L'ADAPTATION**

**5.1. CYCLE DE PROJET : Les principales étapes du cycle de projet sont :**

- Recherche de financement, négociation, approbation, décaissement et rapportage
- Identification, diagnostic, planification, financement, pilotage et suivi de la mise en œuvre et évaluation finale
- Justification, description des composantes et activités, montage institutionnel, montage financier, budget et cadre de suivi-évaluation
- Ne sait pas

**5.2. CONNAISSANCE DES PROCESSUS : L'acronyme PANA signifie :**



- Priority Actions for National Adaptation en anglais : c'est une liste « d'Actions prioritaires pour l'adaptation à l'échelle nationale », avec un budget associé pour faciliter la levée du fonds
- « Programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation » : c'est un processus permettant d'identifier les activités prioritaires qui répondent à leurs besoins urgents et immédiats en matière d'adaptation
- « Partenariat Africain pour la neutralité (carbone) et l'adaptation » : c'est une initiative multi-acteurs panafricaine pour la promotion et le financement de l'atténuation et l'adaptation au CC
- Ne sait pas

**5.3. CRITERES DE PRIORISATION : Une bonne mesure d'adaptation doit avant tout être :**

- Innovante, financièrement rentable, ambitieuse, rapide à mettre en œuvre
- Techniquement accessible et reproductible, réversible ou flexible, et compatible avec les objectifs d'atténuation du CC
- Socialement acceptable, favorable à l'investissement étranger, et compatible avec l'agenda électoral
- Ne sait pas

**5.4. PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES : La participation des parties prenantes lors de la planification a pour principal objectif de :**

- D'informer les populations des mesures qui seront prises, de recueillir leurs doléances et de dédommager les personnes affectées
- De construire un consensus avec toutes les personnes impliquées, en s'assurant que chacun sorte gagnant
- D'identifier les opportunités et les risques liés à la mise en œuvre du projet, et de mettre en place des espaces de collaboration et de conciliation nécessaires
- Ne sait pas

## **6. IDENTIFICATION DES OPTIONS D'ADAPTATION**

**6.1. SECTEURS PRIORITAIRES POUR L'ADAPTATION : Les secteurs prioritaires pour l'adaptation identifiés dans la troisième communication nationale du Niger sont :**

- L'agriculture, la foresterie, les ressources en eau, l'élevage et la santé
- L'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie, l'agriculture et l'élevage, et l'énergie.
- L'énergie, la gestion des déchets, les procédés industriels, et les technologies de l'information et de la communication
- Ne sait pas

**6.2. AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT : Les grandes caractéristiques de l'Agriculture intelligente face au climat, ce sont :**

- La motorisation, l'utilisation d'intrants chimiques et de semences améliorées... Tout ce qui permet de moderniser et intensifier la production
- La promotion de technologies intelligentes : utilisation de drones pour suivre les cultures, de produits phytosanitaires innovants, l'introduction de nouvelles semences
- L'augmentation durable de la production, l'adaptation aux effets du CC et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre
- Ne sait pas

**6.3. ELEVAGE ET ADAPTATION : En termes d'adaptation de l'élevage au changement climatique, les grands types d'actions sont :**

- Introduction d'espèces et races adaptées à la sécheresse (par ex. camélidés) et importation de soja brésilien
- Amélioration fourragère et déplacement des troupeaux vers les zones de cultures plus au Sud

- Amélioration fourragère, complémentation alimentaire, amélioration génétique, soins vétérinaires
- Ne sait pas

**6.4. MALADIES CLIMATO-SENSIBLES : Les priorités nationales d'adaptation pour la santé sont :**

- La surveillance et la recherche pluridisciplinaire, en particulier sur le paludisme, la rougeole et la méningite
- La lutte contre le VIH/SIDA et les maladies sexuellement transmissibles
- La recherche contre le cancer, favorisé par l'augmentation des pollutions
- Ne sait pas

## **7. FINANCEMENT DE L'ADAPTATION**

**7.1. AMPLEUR DES FINANCEMENTS : L'objectif fixé à la Conférence climat de Copenhague (2009) et confirmé à la Conférence climat de Paris (2015) est de mobiliser :**

- 10 milliards d'US\$/an de financement climat d'ici 2020
- 1 milliards d'US\$/an de financement climat d'ici 2020
- 100 milliards d'US\$/an de financement climat d'ici 2020
- Ne sait pas

**7.2. MECANISMES DE FINANCEMENT : Les principaux mécanismes de financement de l'adaptation dans sous l'égide de la CMNUCC sont :**

- Le Fonds pour les pays moins avancés, Le Fonds d'adaptation, Le Programme pilote pour la résilience climatique et le Fonds vert pour le climat
- Le Mécanisme de développement propre et le Fonds spécial pour la lutte contre les changements climatiques
- Le Fonds pour les énergies propres, le Fonds pour l'environnement mondial et le Programme de mise à l'échelle des énergies renouvelables
- Ne sait pas

**7.3. OBJECTIF DU GCF : Le Fonds vert pour le climat (en anglais : Green Climate Fund – GCF) finance :**

- Surtout l'atténuation (la baisse des émissions de gaz à effet de serre), car c'est le plus urgent : il faut freiner le CC !
- Autant l'atténuation que l'adaptation (50% / 50%)
- Surtout l'adaptation, car c'est le plus urgent : il faut s'adapter au CC !
- Ne sait pas

**7.4. ACCES DE L'AFRIQUE AU GCF : Concernant l'accès au GCF par les pays africains :**

- Il est automatique, car chaque pays bénéficie d'une enveloppe dédiée, comme dans le cas du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
- Il n'est pas automatique : il faut que le pays ait une Autorité nationale désignée (AND) et que cette dernière fasse remonter des demandes de financement
- Il est conditionné à l'approbation préalable de la Banque Africaine de Développement (BAfD)
- Ne sait pas

## **8. SUIVI ET EVALUATION**

**8.1. PLAN DE SUIVI-EVALUATION : Un plan de suivi-évaluation sert avant tout :**

- À justifier que les activités prévues par un projet ont bien été réalisées conformément aux engagements pris avec un bailleur de fonds
- À contrôler l'efficacité d'un projet dans l'atteinte de ses objectifs, en mesurant comment évolue la situation initiale (avant-projet) avec la réalisation des activités
- À s'assurer que le personnel employé par le projet effectue son travail de manière conforme à la planification établie en début de projet
- Ne sait pas

**8.2. INDICATEURS D'ADAPTATION : Un bon exemple d'indicateur d'adaptation est :**

- La réduction des émissions de GES obtenue dans le cadre du projet
- La quantité de foyers améliorés distribués
- Le taux de couverture d'un système d'assurance agricole
- Ne sait pas

**8.3. CHOIX DES INDICATEURS : Un cadre de suivi-évaluation pour un projet d'ACC doit comprendre :**

- Des indicateurs de progression principalement : comme l'ACC n'est pas directement mesurable, l'important est de vérifier comment progresse la démarche d'adaptation
- Des indicateurs de moyens principalement : l'adaptation est avant tout un problème d'allocation de ressources, le cadre de suivi-évaluation permet de contrôler que les besoins nécessaires sont couverts
- Des indicateurs de progression, de moyens, mais surtout de résultats : il faut évaluer comment évolue la vulnérabilité avec le projet
- Ne sait pas

**8.4. ANALYSE SEXO-SPECIFIQUE : Un diagnostic sensible au genre peut comprendre les indicateurs suivants :**

- Proportion de femmes bénéficiaires du projet, proportion de femmes invitées aux ateliers, nombre d'activités réservées aux femmes
- Différence d'accès à l'emploi, à l'éducation ou aux facteurs de production entre hommes et femmes, revenu moyen des femmes comparé aux hommes, participation des femmes dans les organes de décision
- Proportion des hommes qui déclarent être favorables à l'égalité hommes/femmes, existence de célébrations pour la journée internationale du droit des femmes
- Ne sait pas

## **9. BESOIN ET CONNAISSANCE DE FORMATIONS**

**9.1. BESOIN EN RENFORCEMENT DE CAPACITÉS : Quelles sont selon vous vos principaux besoins en renforcement des capacités ?**

**9.2. CONNAISSANCE DE FORMATIONS : Quelles formations connaissez-vous qui intègrent le sujet de l'adaptation au CC ?**

## Annexe 2 : Agenda de l'atelier SNAP du 5 mai 2021

HORAIRES	ACTIVITES	ANIMATEUR
8H00-8H30	Accueil et installation des participants	
8H30-8H45	Allocutions d'ouverture (PNUD)	PNUD
8H45- 9H00	Présentation des participants	Consultants
9H00- 9H05	Présentation de l'Agenda de la journée	Consultants
9H05-9H20	Présentation de l'outil d'évaluation des compétences SNAP/UNITAR	Consultants
9H20 -11H00	Présentation générale des résultats du QCM Echanges Constitution des groupes	Consultants
11H00-11H15	Pause-café	
11H15-13h00	Session SNAP partie 1 (information sur le changement climatique, connaissance sur le cadre juridique et institutionnel, analyse des risques et vulnérabilité et planification de l'adaptation) <ul style="list-style-type: none"><li>- Evaluation du niveau actuel (en groupes)</li><li>- Evaluation de la situation souhaitée (en groupe)</li><li>- Elaboration du plan d'action (en groupe)</li><li>- Restitution et mutualisation des résultats</li></ul>	Groupes et consultants
13H00-14H00	Pause déjeuner	
14H00-16H00	Session SNAP partie 2 : (identification des options d'adaptation, financement de l'adaptation, suivi-évaluation, besoins et connaissances de formations) : <ul style="list-style-type: none"><li>- Evaluation du niveau actuel (en groupe)</li><li>- Evaluation de la situation souhaitée en groupe (en groupe)</li><li>- Elaboration du plan d'action (en groupe)</li><li>- Restitution et mutualisation des résultats</li></ul>	Groupes et consultants
16H00-16H30	Synthèse et conclusion de l'atelier	Groupes et consultants

## Annexe 3 : Questionnaire d'évaluation des capacités et compétences pour l'ACC















Facteur de réussite	Domaine d'intervention	Niveau actuel					Justification	Niveau souhaitable					Justification	Actions à entreprendre	Échéance	Structure responsable
		0	1	2	3	4		0	1	2	3	4				
1. Vision Mandat	1.1. Quel est le niveau de leadership pour l'action climatique (concevoir une vision, fédérer les acteurs pour la mettre en œuvre) ?															
	1.2. Quel est le degré d'efficacité de la coordination intersectorielle (point focal changement climatique) et des systèmes institutionnels en place pour soutenir l'adaptation au changement climatique à moyen et long terme ?															
2. Information Climatique	2.1. Les données sont-elles régulièrement recueillies sur les paramètres climatiques et météorologiques ?															
	2.2. Quel est le niveau de disponibilité des projections climatiques existantes ?															
3. Analyses des Risques et vulnérabilité	3.1. Quel est le niveau de disponibilité d'études de vulnérabilité existantes (températures, pluviométrie, élévation du niveau de la mer, populations sensibles) ?															
	3.2. Quel est le niveau de disponibilité d'analyses genre conduites en lien avec les changements climatiques et/ou les problématiques environnementales ?															
	3.3. Quel est le niveau de prise en compte des politiques et programmes de gestion des risques climatiques et de leur gestion au sein de votre structure ?															
4. Identification et évaluation des options d'adaptation	4.1. Quel est le niveau d'évaluation des coûts de l'adaptation au changement climatique au niveau national et sectoriel ?															
	4.2. Quel est le niveau de compétence du personnel en matière d'évaluation des investissements pour les différentes options d'adaptation au changement climatique ?															
	4.3. Quel est le niveau d'évaluation des coûts de l'adaptation au changement climatique sensible au genre ?															
5.1 Intégration de l'adaptation dans la planification	5.1.1. Quel est le degré d'intégration des questions d'adaptation dans les stratégies de développement nationales et régionales ?															
	5.1.2. Quel est le degré d'intégration des questions d'adaptation dans les stratégies sectorielles ?															
	5.1.3. Quel est le degré d'intégration de l'adaptation dans le processus de planification locale (des collectivités locales) ?															
	5.1.4. Quel est le niveau de capacités des secteurs à appliquer les outils analytiques à la planification (V&A, scénarios, ACB, intégration) ?															
	5.2.1. Quel est le niveau d'implication des parties prenantes dans la planification nationale de l'adaptation ?															















*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques*

[illegible][illegible]



## Annexe 4 : Liste des participants à l'atelier SNAP

<div>    </div>							
Projet : Faire progresser la planification et la budgétisation de l'adaptation à moyen et long terme au Niger							
LISTE DE PRESENCE							
Atelier de : <u>Évaluation des capacités et des compétences des instituts de formation impliqués dans l'adaptation au changement climatique et développement d'un plan de formation</u>							
Lieu : <u>NIAMEY</u> Date : <u>5 / 05 / 2021</u>							
N°	Nom et Prénom	Sexe (H/F)	Structure	Provenance	Contact	Adresse Mail	Signature
1	Moulan Adamou Mohamed	H	PNLD/PNA	Niamey	80 07 07 85	moulan.mohamed@unp.org	
2	Ensa Karima Saly	H	ESIHAI	Niamey	96 66 47 62	ensakarima@yahoo.fr	
3	Galadima Dodo Mohamed	M	TSS	Niamey	96 58 05 91	galadimadodo@unp.org	
4	Maire Claudette U. N	F	PNUD	Niamey	80 07 07 88	maire-claudette.un@unp.org	
5	Maire Boucher	F	IRD	Niamey	81 00 03 03	maire.boucher@ird.fr	
6	Moussa Goumone	H	PRON	Niamey	80 07 07 86	moussa.goumone@unp.org	
7	Abou Ali Seynabou	F	ISP	Niamey	96 67 44 44	abouali.seynabou@unp.org	
8	Tei Mathieu	H	ESCAE	Niamey	90 37 43 78	tei.mathieu@yahoo.fr	
9	YEDOH Benjamin	H	ESCAE	Niamey	80 35 95 04	yedob@unp.org	
10	Boubacar THIENBANO	H	E.N.S.P	Niamey	96 25 37 33	boubacarthienbano@unp.org	
11	Moussa Mahamane	H	CET/ASNI	Niamey	83 34 56 42	moussamahamane@yahoo.com	

<div>    </div>							
Projet : Faire progresser la planification et la budgétisation de l'adaptation à moyen et long terme au Niger							
N°	Nom et Prénom	Sexe (H/F)	Structure	Provenance	Contact	Adresse Mail	Signature
12	Dr Hamd Abden Kadi	M	INRAN	Niamey	92 91 20 49	hbkadi@gmail.com	
13	R. TANKARE DABBOJA	M	FAC AGRICULTURE	Niamey	97 95 55 66	tankare@yahoo.fr	
14	Abraham Boubacar	M	FAST/UAM	Niamey	88 76 78 07	ibrahimb@yahoo.fr	
15	PO ALI MAHAMANE	M	Université de Niamey	Niamey	96 67 72 24	alimahamane@yahoo.com	
16	MAMMAN Issoufou	M	Niamey/GSC	Niamey	97 15 88 96	galadimamman@yahoo.com	
17	Marguerite KAIRE	M	AGRHYMET	Niamey	98 25 59 78	marguerite.kaire@ciiss.int	
18	Sacouba KADRI	M	ENAH	Niamey	96 17 38 44	ysacoubak@yahoo.com	
19	LONA Issaka	M	AGRHYMET	Niamey	97 97 16 27	issaka.lona@ciiss.int	
20	Yerima Elh Idrissa	H	PNUD	Niamey	96 15 10 45	yerima.idrissabundp.org	
21	Bouba TRAORE	M	ICRISAT	Niamey	90 17 61 31	B.Traore@cgiar.org	
22	Issoufou Sali	M	PNUD	Niamey	92 18 60 36	sali.issoufou@unp.org	
23	Ilha Kane	M	PNUD	Niamey	96 13 95 28	ilha.kane@unp.org	